

CONSEIL MUNICIPAL DU 4 FÉVRIER 2019 PROCÈS-VERBAL

L'an deux mille dix neuf, le quatre février à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Nouredine ACHERIA - Mme Anne-Marie PIGERON - M. Martino AMODEO - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Claudine DAL MOLIN - Mme Christine BUCHALET - Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL - Mme Aziza AGLAGAL - Mme Elise MARTIN - Mme Aurélie FERRARI - Mme Sandrine RICHARD - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE

EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

M. Jean ESMONIN donne pouvoir à Mme Sandrine RICHARD
M. Jean-François BUIGUES donne pouvoir à M. Thierry FALCONNET
M. Jean VIGREUX donne pouvoir à Mme Brigitte POPARD
Mme Caroline CARLIER donne pouvoir à M. Yves-Marie BRUGNOT

ABSENTS / EXCUSÉS :

Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

T. FALCONNET – Je propose de commencer sans plus attendre ce Conseil municipal. Je voudrais d'abord que nous ayons ce soir une pensée pour Jean ESMONIN, qui sera absent ce soir puisqu'il vit un drame familial : son petit-fils de 30 ans est décédé aujourd'hui d'une grave maladie. On a tous une pensée pour lui, pour sa famille et nous lui présentons nos très sincères et attristées condoléances.

Je vous propose de désigner le secrétaire de séance dans l'ordre du tableau du Conseil municipal. Il s'agit de Mme RICHARD. Est-ce que vous l'acceptez, Mme RICHARD ? Je vous donne la parole tout de suite pour que vous procédiez à l'appel des membres du Conseil municipal.

La secrétaire de séance, Mme Sandrine RICHARD, procède à l'appel.

T. FALCONNET – Merci, Mme RICHARD. Nous allons approuver le procès-verbal de notre séance du 17 décembre 2018. Ce procès-verbal vous a été communiqué avec votre dossier du Conseil municipal. Y a-t-il des demandes d'intervention sur ce procès-verbal ? Je n'en vois pas, donc je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie, c'est approuvé à l'unanimité.

Quelques mots avant d'aborder l'ordre du jour, en vous indiquant bien sûr, vous l'avez compris, que ce Conseil municipal est le premier de l'année 2019 avec un ordre du jour fourni comportant plusieurs délibérations très importantes, au premier rang desquelles l'examen du projet de Budget primitif pour cet exercice. Ce moment rituel de la vie municipale traduit en chiffres et en « lignes de crédits » les orientations politiques prises par la majorité municipale, discutées lors du Débat d'Orientations Budgétaires, pour rendre effective et concrète notre action pour Chenôve et pour l'ensemble des Cheneveliers.

Ce projet de budget qui vous est proposé est porté et assumé par l'ensemble des membres de la majorité municipale. Il est marqué par la volonté de renforcer la place de Chenôve au sein d'une métropole dijonnaise en pleine transformation, d'en faire une ville toujours plus attractive, agréable à vivre, une collectivité qui promeut et encourage la citoyenneté notamment à travers l'ensemble de son dispositif de démocratie de proximité, en lien fort et constant avec nos administrés.

De démocratie et d'échanges citoyens, il en sera question dans les prochains jours, puisque le 16 février prochain, nous nous retrouverons, élus, habitants et services municipaux, pour notre prochaine réunion de quartier dans le secteur « Ferry - Bazin - Ateliers ». Plus généralement, vous le savez mes chers collègues, à Chenôve, celles et ceux qui le souhaitent ont la possibilité de faire remonter leurs demandes, leurs suggestions tout au long de l'année, soit en contactant directement les services, soit à travers les permanences hebdomadaires tenues par les élus, les visites et les réunions de quartier que nous menons, les réunions publiques que nous organisons. Je fais référence à la réunion sur les grands projets du 2 octobre dernier ou celle du 11 avril prochain où nous réunirons le Procureur de la République, le Directeur départemental de la sécurité publique, les acteurs de la tranquillité publique sur le territoire, pour la deuxième réunion de ce type depuis 2015.

Ainsi, 19 permanences, 8 visites et 3 réunions sont prévues en 2019. À la lumière de ce que nous avons mis en place sur notre commune et parce que nous sommes attachés au dialogue républicain avec nos concitoyens, nous avons décidé d'offrir la possibilité aux Chenevelières et Cheneveliers qui le souhaitent de pouvoir s'exprimer dans le cadre du grand débat national en participant à l'une des quatre réunions déconcentrées que nous allons organiser les 6 et 8 février prochains.

Ces réunions se dérouleront le mercredi 6 février simultanément à l'Escale Charcot et à l'Hôtel des Sociétés et le vendredi 8 février au gymnase Gambetta et au gymnase Ferry. Ces réunions, nous en assumons l'organisation, malgré les sérieuses réserves que la majorité municipale tout entière émet sur les contours, sur le contenu, sur le calendrier et sur les suites concrètes qui seront données à cette démarche initiée par le Président de la République, en réponse à la crise que connaît notre pays depuis maintenant douze semaines.

Ces réserves sont d'autant plus grandes qu'à cette heure je ne sais toujours pas si l'État nous aidera à organiser ces rencontres sur le plan humain, financier, matériel et/ou logistique. Sur ce sujet, j'ai écrit très récemment un courrier à M. le Préfet de Région. Dans ma correspondance, je soulève un certain nombre de questions, dont celle primordiale des moyens que compte ou non mobiliser l'État pour garantir le maintien de l'ordre public aux abords des lieux qui vont à Chenôve accueillir ces réunions publiques. Les habitants ont tous été destinataires d'une copie de cette correspondance, ce afin de préciser et de faire connaître très précisément la position de la municipalité.

Nous allons ouvrir notre séance tout à l'heure en soumettant à votre examen la résolution générale du 101e Congrès des Maires qui rappelle un certain nombre de doléances que les maires ont fait remonter depuis l'élection du Président de la République et qui sont à ce jour restées sans réponse. L'AMF, par cette proposition de faire adopter sa résolution par l'ensemble des assemblées délibérantes des communes et des EPCI, veut réaffirmer un certain nombre de principes fondateurs de notre action locale, parfois oubliés par l'État, au mépris de la libre administration des collectivités.

L'État ne peut pas continuer à se désengager dans nos territoires, demander aux collectivités d'être de plus en plus présentes y compris sur des dossiers qui ne relèvent pas de leurs compétences, tout en contraignant drastiquement leurs moyens. La seule fin du gel des dotations par l'État ne suffira pas, nous le verrons d'ailleurs dans notre projet de budget lorsque nous examinerons la situation de nos recettes...

Je m'associe également à la démarche de l'association « Ville et Banlieue » qui rencontrait le Président de la République ce matin-même pour débattre de la situation spécifique des communes populaires, concernées par la politique de la Ville, comme Chenôve. Espérons que nos collègues auront été enfin entendus dans nos revendications et demandes

légitimes !

De tout cela, il sera question les 6 et 8 février prochains, en espérant que le grand débat national ne soit pas uniquement un coup de communication visant à relégitimer l'action du Président de la République et du Gouvernement, mais soit suivi de décisions en matière de pouvoir d'achat, de transition écologique, de fiscalité ou encore d'organisation de nos institutions.

Je profite de ce propos liminaire pour vous informer, tout d'abord, que M. Dominique MICHEL a déposé à mon secrétariat, le vendredi 1^{er} février, une question orale. Conformément à l'article 5 de notre règlement intérieur du Conseil municipal, une réponse à cette question lui sera apportée en fin de Conseil à l'issue de l'examen des délibérations inscrites à l'ordre du jour. Je vous rappelle, aux uns et aux autres, que la réponse à cette question n'appellera pas à débat, conformément au dit article du règlement intérieur.

J'ai également été destinataire d'un courrier, déposé le même jour, nous informant de la constitution d'un groupe intitulé « Avançons pour Chenôve », composé de M. Dominique MICHEL, Mme Saliha M'PIAYI et M. Saïd FOUAD. J'en prends acte et je ne manquerai pas d'y répondre, conformément aux dispositions légales prévues.

Enfin, je vous informe qu'une demande de M. Jean ESMONIN et de Mme Sandrine RICHARD concernant leur droit à l'expression dans les publications municipales nous est parvenue par courrier, en date du 29 janvier dernier. Nous y répondrons également dans les meilleurs délais, conformément aux dispositions légales prévues.

Voilà, nous pouvons maintenant aborder l'ordre du jour de ce Conseil municipal.

ADMINISTRATION GENERALE

1 - SOUTIEN À LA RÉOLUTION DU 101E CONGRÈS DES MAIRES ET DES PRÉSIDENTS D'INTERCOMMUNALITÉ

Présentée le 22 novembre 2018, la résolution générale du 101e Congrès des maires et des présidents d'intercommunalité a été adoptée à l'unanimité du Bureau de l'Association des Maires de France et des présidents d'intercommunalité (A.M.F.), représentatif de la diversité des territoires et des sensibilités politiques.

Ce document solennel rassemble les préoccupations et les propositions des maires de France. Il constitue à la fois la feuille de route de l'année à venir pour l'A.M.F. et le mandat pour la négociation que celle-ci souhaite ouvrir avec le Président de la République et le Gouvernement.

Alors que la France connaît depuis plusieurs semaines une période agitée, révélatrice de multiples fractures sociales et territoriales, le rôle des maires est essentiel pour assurer la stabilité de l'édifice républicain et renforcer la cohésion de notre pays.

Aussi, afin de donner plus de force à ce document en vue de la négociation que l'A.M.F. engagera avec l'État, les collectivités territoriales sont invitées à le mettre en débat lors d'un conseil municipal.

Vu que le Congrès de l'association des Maires de France et des présidents d'intercommunalité qui s'achève, a, une nouvelle fois, démontré la force et l'unité de l'A.M.F.,

Vu que les communes de France ont subi, durant cette dernière année, une série de contraintes qui remet en cause la libre administration de nos collectivités locales,

Vu qu'au regard du sentiment d'abandon ressenti par certains de nos concitoyens, l'A.M.F. affirme sa mobilisation sur les enjeux propres à la ruralité, notamment sur l'égal accès de tous aux services publics de proximité,

Vu qu'il est légitime de s'inquiéter particulièrement des projets en cours ou à venir des réorganisations des services déconcentrés de l'État, qui vont amplifier le recul de la présence des services publics sur les territoires,

Considérant que l'A.M.F. demande la mise en œuvre immédiate d'un moratoire sur la fermeture des services publics de l'État.

Considérant que :

- Les collectivités locales ne portent pas la responsabilité des déficits de l'État ; qu'elles ont toutes des budgets en équilibre et financent près de 70 % des investissements publics du pays ;
- Les dotations de l'État sont la légitime contrepartie d'impôts locaux supprimés ou de transferts de charges, opérés par la loi, et qu'elles sont donc un dû et non une faveur ;
- Les communes et intercommunalités ont pris plus que leur part dans le rétablissement des comptes publics, comme le démontre la Cour des Comptes. Leur imposer de nouveaux efforts est contestable, et devrait, en tout cas, être limité à leur part dans la dette publique de la France, soit 4,5 % pour le bloc communal ;
- La suppression de la taxe d'habitation – sans révision des valeurs locatives – remet gravement en cause l'autonomie fiscale des communes, fige et amplifie les inégalités entre populations et territoires ;
- Elle ne permettra plus de maintenir au même niveau les services apportés à la population. En outre, la réforme fiscale devra être discutée avec les trois catégories de collectivités locales et non pas les unes contre les autres ;
- L'encadrement des dépenses de fonctionnement des collectivités locales tel que décidé est intenable et porte gravement atteinte à leur autonomie de gestion ;

- La loi NOTRe doit être corrigée en ce qui concerne son volet intercommunal, les dispositions relatives à l'eau et l'assainissement, et au « Grand Paris » ;
- La modification envisagée de la dotation d'intercommunalité, si elle est nécessaire ne peut cependant continuer à favoriser les certaines métropoles au détriment des autres structures intercommunales ;
- La gouvernance de la nouvelle agence de cohésion des territoires doit confier une place majoritaire aux élus du bloc communal, qui sont les premiers concernés. L'agence doit être dotée de fonds propres pour pouvoir remplir son rôle auprès des collectivités dont les moyens sont aujourd'hui contraints ;
- Les moyens dévolus aux agences de l'eau doivent être maintenus. Toute ponction qui détourne les redevances des usagers de leurs objectifs initiaux doit cesser ;
- L'implication des maires dans la mise en œuvre d'une police de sécurité du quotidien, dans une gouvernance locale de sécurité partagée, doit se faire dans la limite des compétences respectives, sans transfert de charges et dans le respect du principe de libre administration qui s'applique également en matière de sécurité ;
- Les propositions de l'AMF pour soutenir la dynamique volontaire de création de communes nouvelles doivent être prises en compte ;
- Les démarches initiées par nos territoires en faveur de la transition écologique et énergétique, pour faire face aux dérèglements climatiques, doivent être reconnues et accompagnées ;
- Les moyens dédiés au sport et à la culture pour tous doivent être maintenus dans le cadre d'une gouvernance partagée ;
- Les conditions d'exercice des mandats locaux doivent être améliorées pour permettre l'accès de tous aux fonctions électives, en facilitant la conciliation avec l'activité professionnelle ;
- La parité des fonctions électives doit être recherchée à tous les niveaux, y compris au sein de tous les exécutifs communaux et intercommunaux ;
- La création récente de la coordination des employeurs territoriaux doit être prise en compte et que le statut de la fonction publique soit comme la pierre angulaire de nos administrations territoriales ;
- La place des communes dans les politiques européennes doit être défendue quelle que soit leur taille par la France dans le cadre du nouveau cadre financier pluriannuel de l'Union.

Considérant que nous demandons la reconnaissance par le gouvernement de trois principes simples mais fondamentaux :

- Le respect effectif du principe constitutionnel de libre administration des collectivités territoriales ;
- L'acceptation du principe : « qui décide paie, qui paie décide » ;
- La cessation de tout dénigrement et toute stigmatisation des maires et de l'ensemble des élus locaux.

Considérant que L'Association des maires de France et des présidents d'intercommunalité a, lors de son dernier congrès, proposé sept sujets qui doivent être au cœur d'une véritable négociation avec le gouvernement :

- L'inscription de la place particulière de la commune et de sa clause générale de compétence dans la Constitution. Il s'agit de donner plus de libertés, de capacités d'initiative et de souplesse aux collectivités, en particulier s'agissant de la répartition des compétences du bloc communal. Rien ne remplacera le cadre de solidarité et de proximité des communes et leurs mairies. Cela doit également permettre de consacrer l'engagement présidentiel de garantir l'autonomie financière et fiscale des communes et de leurs groupements ;
- La compensation intégrale et dans la durée de la taxe d'habitation sur les résidences principales par un dégrèvement général qui tienne compte de l'évolution annuelle des bases ;
- L'ajustement de la contribution du bloc communal à la réduction de la dette publique,

- au prorata de sa part dans l'endettement ;
- L'acceptation d'une révision du plafonnement à 1,2 % des dépenses de fonctionnement, alors que ce seuil est rendu obsolète par des prévisions d'inflation largement supérieures ;
- Le retour à une conception non « léonine » et donc véritablement partenariale des contrats établis entre l'État et les collectivités territoriales ;
- Le réexamen de la baisse des moyens dans les domaines essentiels de la vie des territoires que sont notamment le logement social, les contrats aidés et la politique de l'eau ;
- Le rétablissement du caractère optionnel de tout transfert de compétence – et en particulier de la compétence « eau et assainissement » – qui doit s'accompagner, de manière générale, de l'arrêt de tout nouveau transfert obligatoire.

Ceci étant exposé,

Considérant que le Conseil municipal de Chenôve est appelé à se prononcer comme l'ensemble des communes et intercommunalités de France sur son soutien à cette résolution adoptée lors du congrès de 2018.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE UNIQUE : De soutenir cette résolution et l'Association des Maires de France et des présidents d'intercommunalité dans ses discussions avec le Gouvernement.

T. FALCONNET – Je vais immédiatement vous lire la première délibération. Je ne vais pas en faire de commentaires, puisqu'elle est suffisamment explicite.

Lecture de la délibération par M. le Maire.

T. FALCONNET – J'ouvre immédiatement le débat sur cette résolution. Y a-t-il des demandes d'intervention ? M. MICHEL, vous avez la parole.

D. MICHEL – Merci, M. le Maire. Tout d'abord, j'aurais apprécié avoir quelques minutes pour présenter le groupe, mais bon, c'est un autre sujet.

M. le Maire, si je ne suis pas le défenseur de la politique du Gouvernement, j'essaie de me placer au-dessus des postures politiciennes. Force est de constater que j'observe des signes positifs dans ce qui est proposé, et que lorsque cela va dans le bon sens, il faut le dire, sans rester dans les postures faciles ou démagogiques. Alors, pourquoi cette résolution ce soir ? Nous sommes interrogatifs sur plusieurs points. La résolution date du 22 novembre 2018. Nous avons eu un Conseil municipal le 17 décembre dernier, pourquoi ne pas en avoir parlé à ce moment-là et la proposer au vote ? Pourquoi en parler aujourd'hui, juste avant le vote du budget ? Pourquoi demander de soutenir cette résolution au moment où le grand débat est lancé et rencontre un réel succès ? Au moment où le Président de la République rencontre les maires ruraux, les maires urbains, les élus d'Outre-Mer, les habitants, les jeunes, les associations, et prochainement les responsables politiques. Au moment où l'État débloque en urgence 10 milliards d'euros, on en avait déjà parlé la dernière fois. Au moment où plus de 30 000 dossiers prime d'activité ont été instruits par la C.A.F. en urgence, afin que les Françaises et les Français puissent bénéficier de cette prime dès le 5 février, comme l'engagement était tenu. Au moment où le réexamen de la loi NOTRe est proposé. Au moment où François HOLLANDE admet une part de responsabilité dans la colère des Gilets jaunes.

Quel sens cela a-t-il pour Chenôve ? Pour une commune dont la DGF et la DSU ont été maintenues, voire augmentées en 2019 contrairement à d'autres communes. Quel sens cela a-t-il pour le Vice-président de Dijon Métropole que vous êtes, pour reprendre les propos de cette résolution, notamment autour du contrat léonin, alors que la Métropole a

contractualisé avec l'État quand d'autres collectivités ne l'ont pas signé, collectivités de gauche comme de droite.

Et ce plan BORLOO dans les faits ? Il allait coûter 48 milliards de crédits spécifiques Politique de la Ville, en stigmatisant davantage ces quartiers. Et qui aurait encore crié à la gabegie financière de l'État ? Qui aurait encore crié à la stigmatisation accrue de ces quartiers ?

Le Président de la République, c'est vrai, a préféré s'attaquer aux inégalités territoriales en mettant l'accent sur les difficultés tant en milieu rural qu'en milieu urbain, notamment les quartiers Politique de la ville. L'objectif était de proposer une réflexion globale, en allant de l'aménagement du territoire jusqu'à la lutte contre les inégalités de destin, quel que soit le lieu où l'on vit. Enjeu formidable qui vise aujourd'hui à réconcilier territoires et Français.

La taxe d'habitation dont vous parliez. Vous savez tous, comme moi, que l'État va compenser à l'euro près, vous l'aviez souligné lors du DOB. N'est-ce pas plutôt la question d'une fiscalité locale plus juste et mieux répartie qui doit être réfléchie ? Cette question fiscale est aussi au cœur du pacte républicain, une nouvelle fois pour réconcilier les Français.

Alors que cache réellement cette délibération à travers cette résolution ? Aujourd'hui je crains que cette résolution soit un cache-misère des partis politiques traditionnels qui essaient de profiter des mouvements actuels pour sortir la tête de l'eau, et je crois que dans ce contexte, notre rôle d'élu n'est pas de défendre des chapelles, mais de défendre l'intérêt général.

Localement, je crains que cela soit un cache-misère des difficultés de gestion municipale. « Avançons pour Chenôve » votera contre cette délibération. Nous travaillerons à la recherche de solutions par l'échange, la concertation, notamment avec nos concitoyens et nos concitoyennes de Chenôve. Merci.

T. FALCONNET – Merci, M. MICHEL. Avant de donner la parole à M. AUDARD, sur le décalage, je tiens à votre dispositions les deux courriels que j'ai reçus, respectivement le 20 décembre et le 21 décembre. Premier courriel de la Direction générale de l'Association des maires de France. Je ne vous en fais pas lecture, je l'ai suffisamment lue jusqu'à maintenant. On nous demande de mettre en débat lors d'un prochain Conseil municipal ce modèle de délibération « que vous pouvez utiliser si vous le souhaitez », ce que nous avons fait. « Nous vous serions gré de bien vouloir nous faire parvenir les délibérations adoptées en soutien à cette résolution au plus tard le 31 mars prochain. » Je me tiens à disposition de ceux qui voudraient en prendre connaissance. Et ce courriel du 20 décembre, donc après notre séance du Conseil municipal du 17 décembre, a été renforcé par un deuxième courriel de Ludovic ROCHETTE, président de l'Association des maires de Côte-d'Or dont le vice-président est François REBSAMEN, je vous le rappelle, ce qui montre aussi que cette Association des maires de France se veut la représentation de toute les forces politiques, de tous les maires, et de toutes les couleurs politiques, ce n'est pas un esprit de chapelle. Dans la perspective du grand débat national voulu par le Président de la République, il nous est demandé de soumettre la résolution générale du dernier congrès des maires de France et des présidents d'intercommunalité à nos assemblées pour délibération. Donc il n'y a rien de caché, nous avons simplement reçu cette demande après notre Conseil municipal du 17 décembre.

M. AUDARD, vous avez la parole.

P. AUDARD – Oui, M. le Maire, mes chers collègues. Je vais être extrêmement bref. Je m'attendais à ce qu'éventuellement, nous puissions avoir un débat sur le fond, j'entends une déclaration politique unilatérale et, en réalité, peu mesurée de la part de mon avant prédécesseur dans cette prise de parole.

Je ne vais pas essayer de rentrer dans une polémique avec le Gouvernement, avec le Président de la République, autour de ces questions. Je vais simplement retenir la notion d'intérêt général. L'association des maires de France regroupe 36 000 communes, c'est-à-dire la quasi totalité des communes de France. L'association des maires de France est

présidée par M. François BAROIN qui appartient au groupe Les Républicains, et par André LAIGNEL, qui est socialiste. Cette association a voté cette délibération à l'unanimité. Comment peut-on être aussi sourd et aveugle quant à la réalité de la situation ? Je ne prendrai qu'un exemple, l'exemple du plan BORLOO à destination des banlieues, où après avoir envisagé un certain nombre de choses dans une co-construction avec les maires de France, eh bien ce rapport a été jeté publiquement et injurieusement aux oubliettes. La fracture, elle est là. C'est une fracture politique. Vous choisissez votre camp, moi je suis sur la position qui est celle de l'association des maires de France. J'invite l'ensemble de mes collègues à soutenir cette résolution, en ajoutant que cette résolution, adoptée à l'unanimité, pose des questions politiques bien plus existentielles que la question de petits positionnements personnels.

T. FALCONNET – Merci, M. AUDARD. Y a-t-il une autre demande d'intervention ?

Mme Saliha M'PIAYI tente de demander la parole.

T. FALCONNET – Non, c'est une prise de parole par groupe, Mme M'PIAYI. Maintenant que vous êtes un groupe, vous allez respecter le règlement intérieur, c'est une prise de parole sur chacune des délibérations.

Y a-t-il une autre demande d'intervention ? Je n'en vois pas, donc je mets aux voix. Qui est contre ? Trois. Qui s'abstient ? Pas d'abstention. Je vous remercie, cette délibération est adoptée à la majorité.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A LA MAJORITE ces propositions par :

VOTES

26 POUR

3 CONTRE :

Mme M'PIAYI - M. MICHEL - M. FOUAD

FINANCES

2 - ADOPTION DU BUDGET PRIMITIF 2019

Après la tenue du débat sur les orientations budgétaires lors du conseil municipal du 17 décembre 2018, il est proposé au conseil municipal de voter, par chapitre, le budget primitif 2019 de la ville.

Conformément à l'article 107 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et à l'article L.2313-1 du Code général des collectivités territoriales, une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles est jointe au budget primitif afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux.

Les orientations générales du budget primitif (BP) 2019

Conformément aux orientations exposées lors du débat budgétaire qui s'est tenu le 17 décembre 2018, le présent budget a été élaboré sur la base de trois axes prioritaires :

- Le **maintien du niveau de l'offre de services** proposée aux Cheneveliers, tout en **stabilisant les taux des impôts locaux** par rapport à 2018, ce qui induit une gestion rigoureuse des dépenses de fonctionnement ;
- La volonté de **maintenir un niveau d'autofinancement brut suffisant** pour ne pas augmenter inconsiderément l'endettement ;
- La **relance des investissements** afin d'amplifier la mise en œuvre du programme du mandat.

Pour l'année 2019, le budget s'élève à :

| | DÉPENSES | RECETTES |
|-----------------------|--------------|--------------|
| <i>Fonctionnement</i> | 23 948 159 € | 23 948 159 € |
| <i>Investissement</i> | 4 750 819 € | 4 750 819 € |

En mouvements réels, les évolutions par rapport à 2018 sont les suivantes :

| | DÉPENSES | RECETTES |
|-----------------------|----------|----------|
| <i>Fonctionnement</i> | -1.2 % | -1.04 % |
| <i>Investissement</i> | +28.47 % | +46 % |

En fonctionnement, ce budget s'inscrit dans la continuité de la démarche mise en place depuis 2016 pour reconstituer la capacité d'autofinancement. Pour atteindre cet objectif volontariste, alors que les recettes affichent un recul plus accentué qu'en 2018, les dépenses enregistrent une nouvelle baisse. Les marges dégagées sont donc le fruit de recherches d'économies dans tous les services, tout en maintenant le périmètre des services.

En investissement, les dépenses d'équipement s'établissent à 2 210 123 € contre 1 590 504 € au budget primitif 2018. Bien qu'en augmentation, elle reste cette année encore à un niveau conforme à la capacité d'autofinancement et d'endettement de la commune.

En 2019, la ville poursuivra sa politique de gestion active de son patrimoine qui se déclinera sous la forme de cessions de certains biens dont elle n'a plus l'usage. Ces cessions

foncières seront intégrées dans le budget en cours d'année au fur et à mesure de leur concrétisation.

Le budget de fonctionnement

La section de fonctionnement correspond aux dépenses et recettes de gestion courante de la commune.

I – Recettes de fonctionnement

Les recettes réelles intègrent les recettes fiscales, les dotations versées par l'Etat et d'autres organismes publics, les redevances des usagers, ainsi que d'autres recettes de gestion courante.

En 2019, elles s'élèvent à 23 913 159 €, soit une diminution de -1.04 % par rapport au BP 2018. Chaque poste évolue de la manière suivante :

| en k€ | BP 2018 | BP 2019 | % |
|-------------------------------------|---------|---------|----------|
| Atténuations de charges | 203 | 140 | -31 % |
| Produits des services | 1 176 | 1 073 | -8.75 % |
| Impôts et taxes | 15 828 | 15 973 | +0.91 % |
| Dotations, subventions | 6 741 | 6 528 | -3.16 % |
| Autres produits de gestion courante | 149 | 199 | +33.56 % |
| Produits exceptionnels | 69 | - | |
| TOTAL | 24 166 | 23 913 | -1.04 % |

Les deux principaux postes, impôts et taxes d'une part et dotations d'autre part, qui représentent 94% des recettes enregistrent de nouveau un léger recul.

Concernant **la fiscalité**, et particulièrement le produit des contributions directes (7 758 828 €), les prévisions ont été évaluées sur la base des hypothèses suivantes :

- **taux constants** ;

- **revalorisation des bases définitives 2018 de 2.2%**. Il est rappelé que depuis 2018, l'actualisation des valeurs locatives n'évolue plus en fonction d'un coefficient voté en Loi de Finances, mais de l'inflation constatée en année n-1. Cette revalorisation a été appliquée à l'ensemble des locaux, sauf ceux à usage professionnel qui font l'objet de mesures correctives depuis la réforme des valeurs locatives.

- une **perte de matière imposable de la taxe foncière** due à la démolition de la tour Renan et à la fermeture de la clinique.

Pour la taxe d'habitation, sa suppression progressive pour les contribuables les plus modestes se traduira cette année, par un allègement de 65% pour les personnes concernées. L'effet de cette mesure est actuellement neutre pour la ville, l'État se substituant intégralement aux contribuables par la voie du dégrèvement.

Les **autres taxes** sont en hausse de 5 %, compte tenu du réalisé observé en 2018 sur la taxe additionnelle aux droits de mutation, la taxe sur l'électricité et les droits de place sur les marchés.

Enfin, **les contributions de Dijon Métropole** (7 028 533 €) affichent une légère baisse, conforme au nouvel échancier de l'attribution de compensation à la suite du transfert de compétences pris en compte depuis 2016. Dans le courant de l'année 2019, cette attribution

sera recalculée après l'évaluation par la commission locale compétente (CLECT) des prestations rendues par la Métropole dans le cadre de la mutualisation des services communs.

La dotation de solidarité communautaire reste, quant à elle, stable, à hauteur de 958 257 €.

Trois grands postes composent **les dotations** :

- la dotation globale de fonctionnement (DGF) :

Bien que la DGF soit stable au niveau national, les mécanismes de financement de la péréquation devraient se traduire par une baisse de la dotation forfaitaire, prévue au stade du budget primitif à 797 255 € contre une attribution de 885 839 € en 2018.

La dotation de solidarité urbaine (DSU) est attendue une nouvelle fois en hausse en 2019 à hauteur de 3 989 226 €, soit 153 432 € de plus que celle perçue en 2018.

Globalement, ces dotations augmenteraient de 64 000 €.

- les compensations des exonérations fiscales :

A la suite des réfections successives, elles ne représentent plus que 355 886 €, mais restent stables par rapport à 2018. Cette stabilité provient de l'augmentation des personnes exonérées à la taxe d'habitation, et donc de la compensation qui devrait être équivalente à la réfaction sur celle concernant la taxe foncière.

- les participations des cofinanceurs :

Au total, elles s'élèvent à 1 370 647 € contre 1 711 243 € en 2018 et proviennent, de manière encore plus marquée qu'en 2018, principalement de la CAF.

Cette baisse sensible s'explique principalement par :

- la suppression du fonds d'amorçage attribuée au titre de la réforme des rythmes scolaires, à la suite du retour à la semaine de 4 jours ;
- la décision du département de ne plus déposer d'appel à projet pour le chantier école dans le cadre du Fonds Social Européen. Pour autant, la ville maintient ce dispositif jusqu'en juin 2019, mais le nombre de bénéficiaires passe de 12 à 6 personnes, compte tenu du reste à charge.

Le produit des services, composé principalement des redevances des usagers, enregistre une baisse significative. Cette évolution est due à un ajustement des recettes au regard des montants encaissés en 2018 dans 3 secteurs : les redevances de la petite enfance, la billetterie des spectacles notamment en raison de la réduction des spectacles gérés en régie directe et enfin, les droits d'entrée à la piscine dont une partie est transférée sur un autre chapitre.

Les atténuations de charges regroupent les indemnités journalières versées au titre des arrêts maladie des agents, et les financements des contrats aidés. La poursuite de la réduction de ces contrats explique la baisse de ce poste.

Les autres produits de gestion courante, constitués du produit des locations immobilières, progressent sensiblement en raison de l'augmentation des locations du Cèdre, de la prise à bail de la brasserie du Cèdre et du transfert des locations de lignes d'eau du centre nautique sur ce chapitre.

II – Dépenses de fonctionnement

Les dépenses réelles de fonctionnement se composent principalement :

- des charges à caractère général (prestations de services, interventions externalisées sur le patrimoine, dépenses d'énergie et d'eau, ...),

- des charges de personnel,
- des charges de gestion courante, dont les subventions versées à différents organismes,
- des charges financières (intérêts de la dette).

En 2019, elles s'élèvent à 22 446 942 €, soit -1.2 % par rapport au BP 2018. Elles se décomposent comme suit :

| En k€ | BP 2018 | BP 2019 | % |
|------------------------------------|---------|---------|----------|
| Charges à caractère général | 4 766 | 4 683 | -1.74 % |
| Charges de personnel | 15 250 | 15 220 | -0.20 % |
| Autres charges de gestion courante | 2 428 | 2 320 | -4.45 % |
| Charges financières | 250 | 204 | -18.4 % |
| Charges exceptionnelles | 27 | 20 | -25.92 % |
| TOTAL | 22 720 | 22 447 | -1.2 % |

Cette baisse générale traduit la démarche volontariste de la ville pour contenir chaque poste de dépenses de fonctionnement.

Ainsi, les **charges à caractère général**, poursuivent leur baisse (-1.74%), grâce aux efforts de rationalisation dans tous les secteurs d'activité pour réduire les frais de gestion.

Les **charges de personnel** marquent un nouveau recul (-0.20%), et ce malgré l'évolution de la carrière des agents (GVT) et le recrutement d'un policier municipal supplémentaire portant les effectifs à 8, et celui d'un chargé d'opérations, pour la mise en œuvre du NPRU, rattaché à la direction de la cohésion sociale et urbaine. En outre, la ville adhère au Comité d'Action Sociale de l'agglomération dijonnaise et inscrit à cet effet, une enveloppe de 140 000 € affectée à l'action sociale du personnel.

Cette maîtrise notable des charges de personnel, en baisse de 1% sur 2 ans, consacre l'efficacité des mesures mises en œuvre (non-remplacement systématique des départs en retraite, privilégier les redéploiements pour remplacer les agents quittant la collectivité et les récupérations au lieu du paiement des heures supplémentaires).

Par ailleurs, le conseil municipal devrait se prononcer prochainement sur le transfert du personnel des services juridique, informatique et de la commande publique à Dijon Métropole, pour la constitution de services communs accessibles à l'ensemble de ses membres.

Toutefois, l'évaluation du coût des prestations rendues par les services communs de Dijon Métropole n'étant pas encore arrêtée par la CLECT, les mouvements budgétaires ne sont pas intégrés au stade du budget primitif, mais seront pris en compte en cours d'année dans le cadre d'une décision modificative.

En conséquence, l'évolution prévisionnelle des charges de personnel n'intègre pas au budget primitif cette future variation à la baisse des effectifs.

Les **autres charges de gestion courante** s'établissent à 2 313 065 €, en baisse de 4,73 % par rapport au BP 2018. Deux postes expliquent cette réduction :

- La diminution de la subvention au CCAS, notamment en raison du transfert, au second semestre, de la gestion du centre social Le Tremplin à la Maison des Jeunes et de la Culture ;
- La baisse constatée de l'enveloppe des subventions aux associations qui passe de

957 000 € à 900 000 €, est la conséquence d'une part, de la décision du Comité d'Œuvres Sociales de mettre un terme à ses activités compte-tenu de l'adhésion au Comité d'Action Sociale de l'agglomération dijonnaise, et d'autre part, de l'arrêt du service de prévention spécialisée portée par l'ACODEGE, suite à la réduction du financement du Conseil départemental.

Hormis ce changement de périmètre, **le soutien de la commune au monde associatif reste stable** pour les autres associations qui bénéficieront d'un volume de subventions identiques à celui de 2018, voire en hausse pour Figure2Style.

Le poste des **charges financières** diminue de près de 26 %. Ce recul a pour origine la baisse des frais de portage des acquisitions réalisées par l'EPFL consécutive au rachat par la ville en 2018 de deux propriétés. Les intérêts de la dette poursuivent, quant à eux, leur diminution.

Le programme d'investissement et son financement

Les ressources mobilisables en investissement sont les suivantes :

| | |
|---------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|
| Dotation Politique de la ville 2018 – requalification du petit mail (seconde tranche) | 82 704 € |
| FCTVA | 195 370 € |
| Virement de la section de fonctionnement (autofinancement) | 1 501 217 € |
| Emprunt (prévision maximum avant reprise du résultat de l'exercice 2017) | 2 971 528 € |
| | 4 750 819 € |

Le financement de l'investissement évoluera tout au long de l'exercice, au fur et à mesure de la notification de nouvelles subventions, notamment la dotation politique de la ville (DPV 2019), de la réalisation des cessions foncières et surtout de la reprise du résultat de l'exercice 2018. L'objectif est de limiter le recours à l'emprunt, afin de maintenir l'endettement à un niveau compatible avec les capacités financières de la ville.

Sur 4 750 819 €, la ville consacrera 2 210 123 € aux dépenses d'équipement, soit **une hausse de 39 % par rapport à 2018**.

Le programme 2019 s'articulera autour de plusieurs priorités :

- L'aménagement de l'espace public avec notamment la poursuite des interventions sur le petit Mail, le réaménagement de la plaine Herriot et du jardin du Clos du Roy **(223 000 €)** ;
- La rénovation thermique des bâtiments qui fait l'objet d'un programme pluriannuel dont l'opération principale cette année concernera l'école maternelle Ferry **(180 000 €)** ;
- Des interventions destinées à la mise en sécurité de certains équipements notamment le centre nautique Henri-Sureau **(186 000 €)** ;
- La poursuite de la mise aux normes d'accessibilité aux personnes à mobilité réduite (PMR) avec des interventions au gymnase du Chapitre et dans plusieurs groupes scolaires **(150 000 €)** ;
- La réalisation d'aménagements participatifs avec notamment la création de circulations douces et d'îlots de fraîcheur dans l'espace public **(80 000 €)**.

En outre, en matière de renouvellement urbain, sont inscrits :

- Les engagements pris à l'égard de la SPLAAD dans le cadre de la convention d'aménagement de la centralité, à hauteur d'1 000 000 €, et 500 000 € dans le cadre de l'opération de requalification du secteur « Kennedy » ;

- En matière d'équipements publics, le lancement des études préparatoires et d'une mission de maîtrise d'œuvre sur la restructuration du gymnase du Mail (500 000 €).

Une enveloppe de 330 600 € sera consacrée à l'acquisition de matériel, comprenant notamment la poursuite de l'installation de caméras de vidéoprotection (30 000 €), une mise à niveau des équipements informatiques (99 600 €) et la mise en place d'une billetterie électronique au centre nautique (33 000 €).

Enfin, l'amortissement du capital de la dette (975 696 € contre 1 080 000 € en 2018) complète les dépenses d'investissement.

Évolution de l'encours de la dette

À la fin 2018, l'encours de dette de la ville s'élève à 9.2 M€. La stabilité de l'encours s'explique par la mobilisation d'un emprunt fin 2017, d'un montant d'un million d'€ tandis que l'amortissement annuel de l'encours s'élevait à 1.08 million.

Les principales caractéristiques de l'encours de dette de Chenôve sont les suivantes :

- Le taux d'intérêt moyen s'élève à 1,45 % ;
- L'encours de dette au 31 décembre 2018 était composé de 16 emprunts. La structure est constituée de 41.35 % d'emprunts à taux fixe et 58.65 % à taux variable (dont 53 % indexés sur le livret A) ;
- La capacité de désendettement (encours dette/épargne brute) exprimée en années, et qui définit la capacité de la ville à dégager un autofinancement suffisant pour rembourser sa dette, s'élevait en 2017 à 4 ans. En 2018, son niveau devrait être en hausse, mais sans excéder 5 ans.
- L'encours de dette par habitant demeure toujours en-dessous de la moyenne de la strate :

| € par habitant | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|----------------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|
| Chenôve | 511,00 € | 852,00 € | 760,00 € | 736,00 € | 645,00 € | 649.00 € |
| Moyenne strate | 970,00 € | 958,00 € | 944,00 € | 954,00 € | 931.00 € | ND |

- L'encours de dette est classifié uniquement 1A au regard de la charte Gissler. Au regard de cette classification, 100 % de l'encours de dette est classé 1A, c'est-à-dire sans aucun risque.

Vu le budget primitif joint en annexe,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 23 janvier 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE UNIQUE : D'adopter le budget primitif 2019

T. FALCONNET – Nous allons passer à l'adoption du Budget primitif. Très important, ce budget, et délibération très importante pour l'avenir de notre ville.

Une fois n'est pas coutume, cette présentation du budget se fera à plusieurs voix. D'abord M. BUIGUES en présentera la colonne vertébrale, et puis nous aurons des prises de parole de différents adjoints qui exposeront les nerfs, les fonctions vitales de ces priorités

municipales au service de notre ville et des Cheneveliers.

Mais avant de leur donner la parole, je voudrais dire quelques mots en préambule. Comme je le disais dans mon propos liminaire, le budget proposé est porté et assumé par l'ensemble des membres de la majorité municipale. Il traduit la cohérence de notre politique municipale, il porte la signature de notre engagement envers les Cheneveliers qui est resté le même : celui d'une gestion scrupuleuse et attentive, soucieuse de la bonne utilisation de l'argent public et des marges de manœuvre étroites qui sont les nôtres, sans alourdir le fardeau fiscal de nos concitoyens encore assujettis à l'impôt (9,2 % sur le territoire de la commune), gestion qui nous permet de conforter l'offre de service public de proximité et d'investir pour l'avenir de notre ville, ce dans tous les quartiers sans exclusive.

Nous ne changeons pas notre ligne de conduite budgétaire d'un exercice à l'autre, en fonction de la tactique adoptée pour servir une somme d'intérêts particuliers ou, pire encore, une clientèle. À Chenôve, il y a désormais ceux qui jouent « perso » en promettant tout et n'importe quoi à quelques-uns et ceux qui jouent « collectif » dans l'intérêt de tous.

Ce projet de budget traduit notre volonté de faire de Chenôve une ville attractive, agréable à vivre, dynamique, au sein d'une métropole dijonnaise en pleine transformation. Conscients de notre communauté de destin, nous inscrivons notre action dans cet avenir, un avenir « gagnant-gagnant » pour le sud, avec la Métropole. Continuer de croire ou faire croire que l'essor et l'attractivité de Chenôve peut se faire sans cette collectivité en s'appuyant uniquement sur ce qui a pu se faire dans le passé est une erreur, persévérer dans cette voie au nom d'une certaine nostalgie serait faire preuve d'un entêtement coupable. C'est un fait, c'est une réalité incontournable, et nul besoin de ressasser un prétendu glorieux passé alors qu'il nous faut regarder l'horizon à 10, voire 20 ans. Nous construisons aujourd'hui, par nos choix, la ville de demain !

Malgré les contraintes toujours présentes et en tenant compte de notre souci de gérer en responsabilité, nous n'avons jamais été les promoteurs de la formule « on rase gratis ». Nous portons avec ce budget une ambition au quotidien pour notre ville à travers des orientations et des arbitrages financiers pour continuer la transformation de notre territoire, d'abord par une relance de l'investissement et des crédits dédiés aux grands projets. Dans le cadre du Débat d'Orientations Budgétaires dernier, on nous a taxés de « gestionnaires frileux », dénués d'ambition ou de vision stratégique. La présentation qui va nous être faite par l'adjoint au budget, que je remercie ainsi que les services, du travail préparatoire réalisé depuis plusieurs mois, nous démontrera très exactement le contraire : cette majorité, cette municipalité sont résolument dans l'action et au travail pour les Cheneveliers. N'en déplaise aux commentateurs et aux critiques de la vie politique municipale !

Je terminerai mon propos par une note plus politique. Ce budget est celui d'une équipe municipale ancrée dans l'idée du progrès et de l'émancipation pour tous. Nous n'avancions pas à la godille en fonction d'où nous pensons que souffle le vent, à droite au Département, M. MICHEL, vous avez voté le budget de M. SAUVADET, à gauche à la Région, Mme M'PIAYI, vous avez voté le budget régional avec la majorité de gauche, et, si j'ai bien compris, avançons... ou plutôt en marche à Chenôve.

Nous gardons intactes nos valeurs de femmes et d'hommes de gauche qui mettent au cœur de leurs préoccupations quotidiennes : l'éducation, la solidarité, le développement durable et le cadre de vie, le sport, la culture, le soutien au monde associatif, la tranquillité publique ou encore la participation citoyenne. Et ce pour tous les habitants, sans esprit d'exclusive.

Bien entendu, on peut ne pas être d'accord avec ces arbitrages et ces décisions. C'est légitime, et d'ailleurs, il est sain qu'un échange républicain et démocratique se fasse sur des questions de fond, arguments contre arguments, projets contre projets, arbitrages contre arbitrages. Si on s'oppose sans projet, sans arguments, sans arbitrages alternatifs, alors nous sommes dans la posture, posture pour exister. Mais cela n'a jamais constitué un projet politique. Nous, nous menons un projet politique pour Chenôve et pour les Cheneveliers. Si c'est ça être « gestionnaires », alors nous le sommes bien volontiers.

Je passe maintenant la parole à Bernard BUIGUES pour une présentation globale du projet de Budget primitif. Il me redonnera la parole pour que je la donne aux adjoints.

B. BUIGUES – Merci, M. le Maire.

Présentation du budget primitif 2019 par Bernard BUIGUES.

B. BUIGUES – Le financement de l'investissement évoluera tout au long de l'exercice, au fur et à mesure de la notification de nouvelles subventions, notamment la dotation politique de la ville (DPV 2019), de la réalisation des cessions foncières et surtout de la reprise du résultat de l'exercice 2018. L'objectif est de limiter le recours à l'emprunt, afin de maintenir l'endettement à un niveau compatible avec les capacités financières de la Ville.

T. FALCONNET – Merci, M. BUIGUES. C'est ce que nous avons fait l'année dernière en inscrivant 1 400 000 € d'emprunt, et finalement, en ne mobilisant pas l'emprunt, puisque l'exercice nous avait permis de le faire.

Mme POPARD, vous voulez dire un mot sur les grands projets. Vous avez la parole.

B. POPARD – Merci, M. le Maire. En matière de grands projets structurants pour notre ville, le budget 2019 fait écho à la réunion du 2 octobre dernier qui s'est tenue au Cèdre et pendant laquelle un point d'étape sur l'avancement des différents projets structurants pour notre ville avait été fait à la population.

Cette année, nous allons pouvoir avancer sur la requalification du secteur Kennedy grâce au versement d'une première avance de trésorerie d'un montant de 500 000 € qui permettra à la SPLAAD, notre opérateur, de lancer la mission de maîtrise d'œuvre.

Avancer sur ce projet est une excellente nouvelle pour les habitants du secteur Kennedy qui attendent ce projet d'aménagement avec impatience. D'ailleurs, nous avons pu le mesurer une nouvelle fois ensemble lors de la dernière visite que nous avons effectuée dans ce quartier. C'est la concrétisation de l'engagement pris dès 2015 par cette majorité municipale que nous honorons avec ce premier coup d'accélérateur.

Sur le secteur du centre-ville, nous allons poursuivre la transformation engagée avec la recherche d'un opérateur pour l'aménagement des îlots « Poste » et « Changenet » d'une part, et le versement d'une nouvelle avance de trésorerie d'un montant d'un million d'euros pour permettre à la SPLAAD de poursuivre et d'achever d'ici l'été les travaux de démolition du centre commercial Saint-Exupéry.

Enfin, évoquer la nouvelle centralité, c'est parler aussi de la cour Margot qui, avec ses commerces de proximité et ses services en pied d'immeuble, participe à la dynamisation de l'espace aux côtés du Cèdre et à proximité des commodités (bus et tramways).

En matière de grands projets, l'année 2019 sera marquée par :

- Le lancement d'une mission de maîtrise d'œuvre sur la restructuration du gymnase du Mail.
- La conduite d'une étude de programmation urbaine et architecturale dans la perspective de la réhabilitation et de l'extension de la bibliothèque François Mitterrand.
- La poursuite des négociations avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine dans le cadre d'une future contractualisation financière avec nos partenaires au titre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain.
- L'adoption du PLUi-HD qui fait de notre ville l'un des principaux pôles de développement de Dijon métropole et récompense nos efforts pour positionner Chenôve en pôle position.
- La poursuite du travail engagé sur le futur quartier des Vergers du Sud.

T. FALCONNET – Merci, Mme POPARD, pour ces précisions, et c'est du concret. M. RAILLARD, sur les investissements et les travaux.

L. RAILLARD – Merci. M. le Maire, mes chers collègues, après une pause dans les investissements en 2018 afin de nous recréer des marges de manœuvre pour préparer l'avenir, 2019 sera l'année de la reprise de l'investissement en matière de travaux avec la poursuite de plusieurs objectifs, sans parler des programmes actuellement en cours :

- Poursuivre l'amélioration du cadre de vie des Cheneveliers : avec La rénovation du Petit Mail qui devrait intervenir dans les prochaines semaines et divers aménagements dans tous les quartiers de la ville (plaine Herriot, Clos du Roy, parc urbain) auxquels on peut ajouter les aménagements participatifs réalisés par les conseils de quartier.
- Répondre aux besoins de tous les Cheneveliers : avec la poursuite de la mise en accessibilité aux personnes à mobilité réduite des bâtiments municipaux.
- Répondre à l'urgence climatique : avec la conduite de différents travaux de rénovation thermique sur le bâti, et notamment des équipements communaux (aux serres municipales, à l'hôtel de ville, au boulodrome et au centre nautique municipal, et dans les structures de la petite enfance et tous les groupes scolaires de la ville avec la rénovation énergétique complète de l'école maternelle Ferry).
- Et, enfin, la reprise de l'investissement concernera l'entretien de notre patrimoine et la valorisation de notre ville.

Avec un budget d'investissement en hausse sur ce budget primitif qui nous est proposé d'adopter ce soir, nous avons la preuve que la majorité municipale est au travail et a une véritable vision pour l'avenir pour que Chenôve poursuive son développement et renforce sa place de deuxième Ville de la Métropole.

T. FALCONNET – Merci, M. RAILLARD. Un point très important maintenant, même si les deux précédents l'étaient tout autant. Une intervention de M. AUDARD, sur une question toujours sensible, celle de la tranquillité publique. M. AUDARD, vous avez la parole.

P. AUDARD – Je vous remercie. M. le Maire, mes chers collègues, nous sommes dans un contexte qui est souvent difficile, lié au manque d'effectifs de police nationale, malgré les efforts considérables de ses acteurs locaux sous la responsabilité du directeur départemental de la sécurité publique, malgré le manque évident de moyens donnés à la Justice pour assumer ces missions, du retrait volontaire des moyens du Département de ces missions essentielles en matière de protection de l'enfance, de prévention spécialisée, on a évoqué il y a un instant les chantiers école (- 100 000 €) qui correspondent en fait à toute l'activité d'insertion par l'activité économique, et cela concerne nos jeunes. Donc malgré ces difficultés, nous avons fait le choix depuis septembre 2015, à vos côtés M. le Maire, de maintenir notre ambition d'agir fortement pour garantir au mieux la tranquillité publique de tous les Cheneveliers et la tranquillité de chaque Chenevelier, et d'assumer cette question comme l'une des priorités de notre mandat.

Cette question est d'ailleurs au cœur de leurs préoccupations, et j'en veux pour preuve à chaque fois que nous nous déplaçons sur le terrain, à la rencontre de nos concitoyens, à l'occasion des nombreuses rencontres que nous pouvons faire dans les réunions de quartier, dans les visites de quartier... très vite, les questions d'incivilité chronique, de comportements dangereux sur les voies communales, ou de délinquance prennent à juste titre le pas sur le reste. Nos concitoyens témoignent régulièrement de leur sentiment d'une nette amélioration de la situation depuis trois ans et partagent notre action volontariste.

Depuis 2015, depuis cette impulsion politique et municipale forte sur ces questions, et la création d'une direction spécifique dédiée, nous ne cessons de monter en puissance pour tenter, en lien et en collaboration avec nos partenaires, d'apporter au quotidien les réponses adéquates et équilibrées pour garantir sur notre territoire en articulant médiation, accompagnement, prévention de la délinquance et, le cas échéant, sanctions, une politique de tranquillité publique cohérente, parce que la République est généreuse, elle doit à la fois être ouverte et ferme avec ses enfants.

Avec le budget 2019, nous poursuivons donc le renforcement des moyens matériels et

humains pour assumer pleinement nos compétences en matière de tranquillité publique. Cela se fera cette année à travers une hausse non négligeable, même si pour une bonne part, cette hausse est expliquée par les moyens mis au soutien de notre marché du dimanche, des moyens alloués au fonctionnement de la direction de la tranquillité publique, hors personnels, avec le recrutement d'un huitième policier municipal, la poursuite et l'achèvement du déploiement du dispositif de vidéoprotection, à hauteur cette année de 30 000 €, soit l'installation de trois nouvelles caméras, ce qui portera leur nombre total à 24. Nous poursuivrons aussi la montée en gamme du service de médiation municipale, si utile sur le terrain, pour prévenir et dépolier les situations conflictuelles, notamment les conflits de voisinage et les incivilités.

Enfin, nous continuerons également à tisser ce lien étroit avec nos partenaires institutionnels et associatifs sur des thématiques aussi diverses que la citoyenneté ou encore les violences faites aux femmes, la lutte contre les discriminations, qui nourrissent un sentiment d'injustice, et parfois des violences. Ces sujets, nous les abordons en collaboration étroite et constante avec nos collègues, Nouredine ACHERIA et Élise MARTIN.

2019 sera pour nous l'occasion de nouvelles initiatives, car préserver au mieux la tranquillité publique à Chenôve, c'est faire le choix de la cohésion sociale sur notre ville, là où d'autres ont une politique du ressentiment et de la division.

Mais je suis obligé de dire qu'en matière de tranquillité publique, rien n'est jamais définitif ni acquis. J'en veux pour preuve la fin du dispositif de prévention spécialisée déjà évoquée, suite au désengagement financier du Conseil départemental de la Côte-d'Or. Outil essentiel et complémentaire de notre politique sur notre territoire, dispositif qui nous permettait d'apporter une réponse globale pour résoudre des problématiques complexes que nous pouvions traiter en amont, en lien avec un partenaire comme l'ACODEGE, dont nous partageons tous ici dans cette assemblée les aspirations humanistes et progressistes.

Saborder délibérément la prévention spécialisée pour prétendument relancer les capacités d'investissement du Département, c'est provoquer de nouvelles fractures dans nos quartiers, au sein de familles qui vivent de plein fouet les difficultés personnelles et sociales d'un certain nombre de nos administrés jeunes ou moins jeunes.

Saborder la prévention spécialisée ou soutenir sa privation de moyens par le Département, dont la prévention spécialisée fait partie des compétences, c'est de fait, dans les actes, se positionner à l'opposé des valeurs humanistes et progressistes défendues par un certain nombre d'acteurs qui travaillent sur le terrain pour qu'un certain nombre de nos concitoyens ne basculent pas dans la délinquance. Sur cette question, et d'autres encore, nous aurons à débattre le moment venu. Mais pour l'heure, le temps est et reste au travail déterminé que nous menons au quotidien, et nous sommes très satisfaits à travers ce budget 2019 que notre ville ait fait le choix de ne pas baisser la garde.

T. FALCONNET – Merci. Mme BOILEAU, pour un mot sur l'éducation, très important dans notre projet municipal. Vous avez la parole.

J. BOILEAU – Merci, M. le Maire. Vous le savez, mes chers collègues, la politique municipale menée par cette majorité en matière d'éducation est une des pierres angulaires de notre action pour nos concitoyens. À notre niveau et dans le cadre de nos compétences, nous contribuons à permettre aux petits Cheneveliers de s'émanciper pour devenir plus tard des citoyens libres et éclairés en leur garantissant les conditions matérielles pour qu'ils puissent apprendre, comprendre et maîtriser les bases des savoirs tout comme des savoir-faire et des savoir-être, grâce à l'excellent travail des équipes pédagogiques en place.

Pour cela, la majorité municipale y met les moyens. Des moyens humains d'abord, car la Direction de l'Éducation est une de celles qui comptent le plus grand nombre d'agents investis au quotidien dans leurs missions. Des moyens matériels aussi, à travers les programmes successifs de travaux que nous réalisons chaque année, mais aussi à travers l'achat de nouveaux mobiliers.

Dans ce domaine-là, les efforts que nous consentons pour les enfants, nous allons les poursuivre en 2019 avec une enveloppe budgétaire de 467 763 € consacrée aux

investissements dans les six groupes scolaires que compte notre commune. 444 000 € seront consacrés aux travaux proprement dits tandis que 27 763 € seront fléchés sur de l'achat de matériel.

Depuis 2015, en lien étroit avec la communauté éducative, nous avons fait le choix ambitieux de doter toutes les classes en outils numériques d'aide à l'apprentissage (tableaux blanc interactifs, tablettes). Investissement important car nous croyons à sa pertinence pour la réussite des enfants, mais soucieux de ne pas nous tromper, nous nous sommes rapprochés de l'Université de Bourgogne pour mesurer, à travers un travail de recherche et d'étude unique en France, l'impact du numérique à l'école. Les résultats de cette enquête seront présentés au mois de mars.

Plus globalement, la politique éducative que nous mettons en œuvre prend corps à partir d'un Projet Éducatif Global, document stratégique élaboré en concertation et en collaboration avec nos partenaires, mais également avec les parents. Oui, en matière de politique éducative, nous concertons et nous co-construisons aussi avec les acteurs essentiels de ce domaine.

Projet Éducatif Global, Z'ateliers du mercredi, numérique à l'école, investissements matériels sont quelques-unes des forces de la candidature de notre ville à l'obtention du label d'excellence « Cité éducative ». Je souhaite d'ailleurs y associer la politique d'accès à la culture menée par ma collègues Marie-Paule CROS, et tout le travail sur la parentalité et la petite enfance mené par mon collègue Sylvain BLANDIN.

Nous sommes tous au travail, et ce, uniquement dans l'intérêt des petits Cheneveliers.

T. FALCONNET – Merci, Mme BOILEAU. J'ai demandé le rapport « Utilisation du numérique et réduction des inégalités sociales de réussite, l'exemple de la ville de Chenôve ». C'est le rapport de plus de 200 pages, produit par la Maison des Sciences de l'Homme, l'université de Bourgogne, le Centre national de recherche scientifique (CNRS), sur le territoire de Chenôve pendant trois ans par trois laboratoires de science de l'éducation. Ça participe aussi de l'obtention du label « Cité éducative ». C'est un beau rapport, unique en France, une recherche unique en France, et à celles et à ceux qui doutaient de son effectivité, le rapport est là.

Mme JACQUOT, avant-dernière intervention d'adjoint, pour nous parler de solidarité. Vous avez la parole.

C. JACQUOT – Merci, M. le Maire. Comme vous le soulignez souvent, M. le Maire, « être solidaire » se conjugue au présent à Chenôve, une ville où malgré des conditions d'existence difficiles que peuvent connaître bon nombre de nos concitoyens, la parole donnée et la main tendue signifient encore et toujours quelque chose.

C'est fort de ce constat que nous partageons toutes et tous, que nous nous engageons à vos côtés dans le domaine de l'action sociale avec les équipes du Centre Communal d'Action Sociale, que je tiens à saluer pour leur investissement auprès de nos concitoyens.

Cet engagement et cette mobilisation sont nécessaires, car l'urgence sociale est toujours présente sur notre territoire, nous en connaissons les particularités. Chômage, précarité, isolement, mauvaise santé, perte de repère après un accident de la vie, fin de mois difficile, autant de raisons qui conduisent de trop nombreux Cheneveliers dans un cercle infernal. Mais ils savent qu'ils peuvent compter sur la municipalité pour être à leurs côtés, avec des élus investis qui s'engagent dans l'action. Le budget 2019 le prouve, avec une subvention proposée par la Ville pour l'action sociale à hauteur de 1 150 000 euros, pour accompagner celles et ceux qui sont dans la difficulté.

Que ce soit sur les questions de logement avec Martino AMODEO, du handicap et de l'inclusion avec Claudine DAL MOLIN, de santé et de politique de l'âge avec Caroline CARLIER, de lutte contre les discriminations et de promotion de l'égalité sous toutes ses formes avec Nouredine ACHERIA et Elise MARTIN, ou encore sur les questions de jeunesse et de lien social avec Aziza AGLAGAL, nous nous investissons tous pour apporter à chacun

la bonne réponse pour lui permettre de rebondir, en lien bien entendu avec nos partenaires institutionnels et associatifs.

Sur ce point, l'analyse des besoins sociaux, que nous avons élaborée en 2018, nous permet de rendre encore plus pertinente l'action du CCAS à destination des Cheneveliers, car elle nous donne une meilleure connaissance de notre territoire pour mieux encore identifier les difficultés qu'y rencontrent une part de plus en plus importante de nos administrés.

2019 sera une année importante pour l'action sociale municipale sur notre territoire. Nous allons, entre autres, développer une mission de lutte contre la fracture numérique, soit une question primordiale dans la recherche d'emploi ou pour faire des démarches administratives. Nous fêterons les 30 ans du Revenu Minimum Étudiant, dont nous avons fait évoluer les critères d'attribution en 2018 pour que davantage de jeunes en bénéficient. Et puis nous allons rendre concret le transfert de l'agrément « centre social » du CCAS à la Maison des Jeunes et de la Culture de Chenôve. Je n'en dirai pas plus à ce stade, car les équipes de la Ville et de la MJC y travaillent actuellement dans l'esprit de co-construction qui nous caractérise et nous anime.

Enfin, je voudrais terminer mon intervention par une note moins positive. Suite au désengagement du Conseil départemental de la Côte-d'Or (- 110 000 euros en 2018), je suis au regret de vous informer que le chantier école risque de s'arrêter à Chenôve cette année. Ce serait une mauvaise nouvelle, une très mauvaise nouvelle pour notre territoire car cet outil a toute sa place et son intérêt dans l'éventail des réponses que nous pouvions apporter sur le terrain en matière d'insertion.

À deux reprises, le Président du Conseil départemental a été sollicité par courriers, dont M. MICHEL a eu copie, sans que nous ayons à ce jour obtenu de réponse à ce sujet. Aucun appel à projets en 2018 n'a été lancé. En 2019, nous ne sommes pas éligibles à l'appel à projet PDI-FSE « Actions de (re)mobilisation », car il s'adresse uniquement aux Structures d'Insertion par l'Activité Economique (SIAE), dont nous ne faisons pas partie.

Nul doute que nous paierons cher les conséquences d'une telle décision dont ne peuvent se dédouaner aucun de ceux qui ont voté le projet de budget proposé par le président SAUVADET.

T. FALCONNET – Merci, Mme JACQUOT, pour ces précisions importantes sur le positionnement des uns et des autres.

M. Nouredine ACHERIA, pour la dernière intervention de présentation de ces chapitres budgétaires. Vous avez la parole.

N. ACHERIA – Merci, M. le Maire. Mesdames, Messieurs, chers collègues, parce que nous sommes des républicains progressistes et humanistes, nous avons fait de la lutte contre les discriminations et la promotion de l'égalité un axe important de notre politique. En avril dernier, à la faveur d'une réorganisation de la majorité municipale, vous avez souhaité amorcer, M. le Maire, une impulsion nouvelle sur ces questions en me confiant, en qualité d'adjoint, une délégation à la lutte contre les discriminations et à la promotion de l'égalité.

Dans le même temps, en sa qualité de Conseillère municipale déléguée, vous avez confié à notre collègue Élise MARTIN la charge de s'occuper, plus particulièrement, des questions d'égalité entre les femmes et les hommes.

En lien avec Élise MARTIN mais également en lien avec notre collègue Patrick AUDARD sur les questions de citoyenneté, nous avons engagé un travail politique et administratif de collaboration et de coordination avec l'aide de la Direction générale des services et de la Direction de la Tranquillité publique. À travers des actions au quotidien tout au long de l'année et un soutien financier à des acteurs engagés comme Solidarité Femmes 21 ou France Victimes 21, la ville de Chenôve est engagée sur les luttes contre les violences faites aux femmes et le soutien aux victimes de violences conjugales. Il est à noter qu'en 2019, nous allons signer, le 8 mars prochain, le Protocole départemental de prévention et de lutte contre les violences conjugales avec les services de l'État et nos autres partenaires, comme Dijon Métropole.

Plus largement, à travers un certain nombre de projets que nous allons mener, Élise

MARTIN et moi, la ville va travailler avec différents acteurs de terrain pour avancer sur ces questions et mieux promouvoir sur notre territoire les valeurs d'Égalité, de Liberté et de Fraternité qui nous rassemblent.

Enfin, en matière de lutte contre les discriminations et en tant que puissance publique, nous devons être exemplaires dans la mise en œuvre de nos politiques. Pour nous en assurer, nous avons souhaité, collectivement, et à votre demande, M. le Maire, réaliser un diagnostic de notre action, de nos procédures et des réponses que nous apportons à ce sujet avec les services municipaux aux Cheneveliers. Ce travail inscrit dans le budget 2019 sera réalisé en externe et va nous permettre de pouvoir nous appuyer sur nos forces et progresser sur nos points plus faibles en proposant des projets adaptés pour lutter au quotidien à Chenôve contre toutes les formes de discrimination. Rendez-vous donc dans quelques mois pour échanger à ce sujet.

Et pour finir, M. le Maire, comme vous l'avez dit et redit, nous sommes au travail, et quel meilleur exemple que ce budget en phase avec nos valeurs et les besoins des Cheneveliers.

T. FALCONNET – Merci, M. ACHERIA. Je vais ouvrir la discussion. Si j'ai demandé à six adjoints de prendre la parole, c'est parce qu'un projet de budget, c'est une œuvre collective. C'est comme l'action municipale, ce n'est pas un seul homme qui porte, c'est toute une équipe. J'ai souhaité, ce soir, que cette présentation budgétaire soit la démonstration de cet esprit collectif qui nous anime, et de l'engagement, l'investissement, l'implication des adjoints, des conseillers délégués, des conseillers municipaux de la majorité, avec moi dans la conduite des affaires municipales. C'est très important que nous ayons cette belle image de collectivité qui travaille ensemble pour le bien-être de nos concitoyens.

J'ouvre les débats. Qui veut prendre la parole ? M. MICHEL, vous aurez la parole. Mme RICHARD, ensuite, puis M. AMODEO, M. BRUGNOT et Mme POPARD.

M. MICHEL, vous avez la parole.

D. MICHEL – Je vous remercie, M. le Maire. Tout d'abord, je voudrais vous remercier de l'intérêt que vous portez à mon mandat de Conseiller départemental. Rappeler aussi que je suis Conseiller départemental de Côte-d'Or, pas uniquement du canton de Chenôve, et que la réflexion autour d'un budget se situe sur l'assemblée départementale via les enjeux de solidarité territoriale et humaine que le Département porte sur l'ensemble du territoire, donc ma réflexion ne se situe pas uniquement sur le territoire de Chenôve, malgré tout, même si j'ai une préoccupation et une attention particulières. D'ailleurs, je vous ai transmis les éléments liés au chantier école avec le FSE et le PDI, vendredi dernier. Il y avait trois courriers. Je vous avais répondu en décembre suite aux deux copies des courriers que vous m'aviez fait parvenir et que vous avez transmis au Président du Conseil départemental, je n'avais pas été saisi avant et j'ai saisi le Président du Département qui, comme pour vous, ne m'a pas répondu. Du coup, je vous réponds à cet endroit-là. Il serait intéressant aussi que vous vous mettiez d'accord au niveau de la belle unité de votre équipe, puisque vous annoncez que vous allez maintenir le chantier école alors que votre adjointe à la Solidarité dit que ça va s'arrêter. Il faudrait peut-être accorder les décisions qui sont les vôtres.

Enfin, rappeler que le Département, au travers de l'action sociale, si le CCAS intervient, ça s'appelle de l'aide facultative et que l'action sociale du Département intervient sur le territoire de Chenôve au travers des familles, et c'est un vecteur très important, et les solidarités humaines du Département sont plutôt à saluer à cet endroit-là.

Ensuite, plusieurs interventions pour un même groupe... Alors j'entends la subtilité avec les adjoints. J'aimerais en même temps que vous montriez l'article dans le règlement intérieur qui indique qu'il n'y a qu'une intervention par groupe. J'ai regardé ce règlement intérieur, peut-être que je n'ai pas la dernière version. Il serait intéressant que l'on puisse nous montrer l'article qui nous interdirait de pouvoir intervenir plusieurs fois. Dans d'autres collectivités, les groupes ne sont pas limités. En grand démocrate que vous êtes, vous pourriez vous en inspirer. Voilà, ce sont les éléments liminaires que je voulais vous rappeler. Et effectivement, j'ai voté favorablement, car contrairement à vous, je ne suis plus pris dans des dogmes ou dans des approches de godilles partisans qui m'empêcheraient d'avoir une

liberté de penser là où les éléments me paraissent positifs à l'échelle d'un territoire côte-d'orien.

M. le Maire, au nom du groupe « Avançons pour Chenôve », j'aimerais d'abord vous rappeler que l'accès aux documents est un droit pour les conseillers municipaux que nous sommes, majorité ou non, quel que soit le support demandé, papier ou numérique, et ce faisant qu'il ne peut y avoir de frein par les services. Je rappelle également que la dématérialisation que nous avons initiée n'empêche pas l'impression de certains documents dont l'épaisseur justifie le recours au papier. Je rappelle aussi que ces impressions n'ont pas à être à la charge du conseiller municipal, sauf si celui-ci perçoit une indemnité dont le but est de compenser ce type de frais. J'espère enfin que ces petites culpabilités sur les économies lorsqu'un élu demande une impression ponctuelle vont cesser, mais il est vrai qu'à la lecture du budget municipal, toutes les économies, même les plus infimes, sont les bienvenues.

Lors du Débat d'Orientations Budgétaires, j'avais terminé mon propos ainsi : « Il n'y a ni ambition, ni raison, ni passion. Votre ambition pour Chenôve est claire jusqu'en 2020 : c'est pas de vagues. Mais nos concitoyens souffrent, et leur situation ne doit pas pâtir de votre cycle électoral. » J'avais également indiqué que j'étais bien ennuyé par l'absence de projets et la platitude de ce rapport d'orientations budgétaires. Aujourd'hui, je suis particulièrement préoccupé par la lecture de ce budget. Nous avons parlé d'effet ciseaux en 2014 et des mesures à prendre pour ne pas subir cela.

Aujourd'hui, force est de constater qu'il ne s'agit plus d'un effet ciseaux, mais d'absence de marges pour investir. Au niveau investissement, les caisses sont vides, car quand on ne peut dégager que 500 000 € pour investir à partir d'un budget de fonctionnement de 24 millions, pour une ville de 13 800 habitants, c'est que les caisses sont vides.

Que de cris d'orfraie contre la politique du Président de la République, contre la recentralisation des collectivités via les contrats, on en a parlé tout à l'heure, mais contrats que vous avez validés en tant que Vice-président de Dijon Métropole, contrats qui ne concernent pas notre commune, même si une hausse du budget annuel de fonctionnement de 1,2 % est un luxe que nous ne sommes même pas en capacité de maintenir. Pour Chenôve, ce n'est pas la recentralisation qui doit inquiéter dans la relation à l'État. Tout projet d'investissement d'envergure pourra être financé quasi exclusivement que par l'emprunt, ce qui conduira tout simplement au surendettement et à l'impôt, et ce malgré une collectivité qui est soutenue par des dotations maintenues, que ce soit la DGF : 800 000 €, en augmentation par rapport à 2018, malgré les propos de M. BUIGUES, 742 000 à 797 000, c'est une augmentation. Ou la Dotation de Solidarité Urbaine et de Cohésion Sociale : 4 millions d'euros, en augmentation par rapport à 2018, tout comme les dotations métropolitaines maintenues à l'identique, ou quasiment, tant sur l'aspect économique (6 millions d'euros) que solidaire (960 000 euros). Et heureusement que nous avons ces solidarités. Hier comme aujourd'hui, le budget primitif présenté ne pourrait pas être bouclé, notamment sans cette Dotation de Solidarité Urbaine, et ce malgré votre discours sur la sortie de la commune de ces dispositifs.

Venons-en au budget. Je vais faire un commentaire global. L'équilibre budgétaire devient compliqué. Vous annoncez 23,7 millions d'euros de recettes réelles, de fonctionnement, pour 24,2 millions d'euros de dépenses réelles de fonctionnement, soit une marge brute de 1,5 million. Quand vous déduisez à cela la charge annuelle du capital d'emprunt à rembourser à un million, il ne vous reste en réalité qu'une marge nette pour investir de 500 000 €. Je rappelle pour mémoire, car c'est toujours bien de comparer les choses, un exercice qui nous est propre et singulier et symboliquement important, celui de 2015, la marge brute de l'exercice était de 3,2 millions, et la marge nette après déduction du capital des emprunts était de 1,9 million d'euros. Ainsi, en quatre ans, vous avez dégradé la marge brute de 53 % et la marge nette pour investir de 73 %. Évitions l'argument qui veut que les baisses de dotations de l'État seraient la cause principale des difficultés budgétaires. En 2015, cette DGF et cette DSU représentaient 5,05 millions, et en 2019, nous devrions

percevoir 4,8 millions, ce qui en fait une baisse de 250 000 €. Cela explique très partiellement la dégradation des marges de manœuvre de la collectivité.

Vous annoncez en dépenses réelles d'investissement 3,7 millions d'euros, cela implique que si ces dépenses sont concrétisées dans l'année, vous serez obligé, comme je l'avais souligné lors du DOB, d'emprunter, mais pas 2 millions d'euros, mais près de 3 millions, comme il a été indiqué par M. BUIGUES, même si je vous le concède, cet emprunt pourra être moindre après reprise des résultats de l'exercice 2018 dans le compte administratif. Mais quoi qu'il arrive, vous n'aurez pas le choix de manger le peu d'économies réalisées et d'emprunter fortement. En tout état de cause, mon alerte sur un emprunt de 2 millions minimum et sur l'incapacité à s'autofinancer est criante dans ce budget.

Désormais, dès que la commune voudra investir, elle sera obligée d'emprunter et pas qu'un peu, car votre budget de fonctionnement ne dégage plus grand-chose comme marges de manœuvres. Le travail de sérieux budgétaire qui était requis depuis longtemps n'a pas été mené à hauteur de ce qu'il aurait dû être, et ce malgré le nombre de propositions que je vous ai faites : diminution des heures supplémentaires, mutualisation entre les services, état des lieux des co-interventions sur le territoire afin d'envisager des économies et maintenir un haut degré de service public, des projets fonciers et cessions foncières, prospectives et audit financiers, et à l'appui des 60 propositions que les services vous avaient apportées à votre demande.

L'apparence d'équilibre budgétaire masque en réalité l'absence de marges de manœuvres à moyen terme. Quand vous avez annoncé faire une pause dans les investissements, il ne s'agissait que d'un artifice de communication, car la réalité, c'est que vous ne pouvez plus investir sans emprunter, et donc augmenter de manière très importante la dette de la commune, puis les impôts.

Ainsi, la collectivité va se retrouver face au paradoxe suivant : elle va avoir besoin d'investir massivement par rapport à Kennedy, à la requalification de l'ancien centre Saint-Exupéry, à la requalification du secteur Renan, et ses finances sont loin d'être au beau fixe, et la collectivité n'aura pas les moyens de ses ambitions légitimes pour les habitants de Chenôve. Que dire du budget de fonctionnement ? Dans le magazine de Chenôve, vous indiquez 300 000 € de baisse de dépenses de fonctionnement en 2018, soit moins de 1,2 %. Vous qui en appelez systématiquement aux valeurs de gauche dans vos discours, vous les traduisez nettement moins dans les actes. Malgré les propos de notre collègue Joëlle BOILEAU, est-ce qu'il est opportun de retarder le recrutement d'une directrice de l'Éducation ou directeur, alors que l'on met en avant cette politique dans notre collectivité pendant qu'on a des dépenses pléthoriques de personnels au Cabinet du Maire et de la direction de la Communication, aux alentours de huit agents. Personnellement, ça ne serait pas mon choix, car cela ne correspond pas aux valeurs que je défends.

Soucieux de la maîtrise des deniers publics, je crois que des pistes d'économie peuvent être envisagées, et notamment sur le budget de la Communication. Je préfère que l'on fasse moins de communication pour embellir les actions ou masquer les inactions, et un peu plus d'actions de fond au service des Chenevelières et Cheneveliers de notre commune.

Pour 2019, les rémunérations des agents titulaires continuent de baisser d'environ 170 000 €, alors que les rémunérations des agents non titulaires augmentent de 350 000 €, est-ce le signe d'une plus grande précarisation du personnel ? Nous pourrions également évoquer l'abandon des différents projets fonciers qui auraient pu être moteurs d'attractivité pour la Ville et sources de recettes fiscales, la précipitation dans différents choix, sans réelle consultation citoyenne préalable.

Aujourd'hui, ce budget traduit à la fois une situation financière préoccupante et un manque d'ambition politique, pourtant nécessaire pour continuer à rendre notre ville attractive et dynamique. La gestion qui est traduite dans ce projet de budget primitif, que vous avez construit, constitue pour moi un aveu d'échec. L'édifice tient encore car il y a des services de qualité qui masquent provisoirement les difficultés, mais j'ai grande crainte qu'on se réveille sous peu et qu'on se rende compte que vous avez conduit la commune dans une impasse,

pour ne pas dire dans un mur.

Comment vous dire, M. le Maire, votre incapacité à incarner une vision de l'avenir, votre inaptitude à faire des choix, vos doutes permanents qui vous mènent à de l'indécision, de l'inconstance, et donc souvent de l'incohérence, votre hermétisme à ceux qui concourent à la bonne gestion d'une collectivité de la taille et avec les enjeux de Chenôve, me conduisent à avoir les plus grandes craintes pour l'avenir de notre commune et pour ses habitants. C'est pourquoi notre groupe s'abstiendra sur ce budget primitif.

T. FALCONNET – Euh... eh bien, les bras m'en tombent. Je vais donner tout de suite la parole à Sandrine RICHARD.

S. RICHARD – Merci, M. le Maire. Ce soir, le point essentiel de notre ordre du jour du Conseil municipal est le vote du Budget primitif 2019, acte essentiel qui revêt une importance toute particulière, puisque c'est cette délibération qui va décider des orientations et des politiques budgétaires pour cette année. Nous notons quelques points positifs dans votre projet de budget, qui reste à ce stade un budget primitif qui aura sans doute vocation à subir quelques ajustements en cours d'année. Pas de recours au levier fiscal, soutien à la vie associative, dépenses de fonctionnement contenues, poursuite du désendettement amorcé depuis plusieurs années dans la continuité de votre prédécesseur.

Pour autant, nous ne pouvons vous laisser dire lors du Conseil municipal du 17 décembre 2018, consacré au Débat d'Orientations Budgétaires, je vous cite : « Ce sont les orientations budgétaires d'une commune bien gérée, d'une commune qui redresse petit à petit sa situation financière qui était, sinon dégradée, au moins très fragile. » En tenant de tels propos, et je ne verse pas dans la nostalgie, vous ne pouvez ignorer, ainsi que les élus qui siégeaient à cette époque, l'ensemble des opérations d'investissement et d'équipement réalisées depuis 1999 dans cette ville, et qui ont profondément changé le visage de Chenôve, profitant au quotidien aux Cheneveliers, à tel point que vous continuez encore de bénéficier de l'ensemble de ces réalisations dans tous les domaines, que ce soit sur le plan scolaire, culturel ou bien sportif.

Quelques dépenses de fonctionnement dans le projet de budget attirent notre attention et nous interrogent. L'augmentation de 12,5 % des frais de réception, soit une augmentation de 9 000 €, est-ce que c'est lié à des manifestations ou à des événements particuliers ? Et une augmentation également des dépenses qui sont liées à la taxe foncière qui passe de 110 250 € à 132 200 €, malgré la cession par la commune de plusieurs biens en 2018.

Nous attirons aussi votre attention sur l'impact que le PLUi-HD aura pour la commune de Chenôve de par la construction envisagée de 900 logements supplémentaires sur la prochaine décennie, et inévitablement de nouveaux besoins en découleront. Dès maintenant, il faudrait déjà commencer à y réfléchir et à les prévoir. Or, à ce stade, peu de choses sont réellement prévues dans le projet de budget pour anticiper les conséquences du PLUi-HD.

Concernant le transfert envisagé au cours de l'année 2019 des personnels des services juridique, informatique et de la commande publique, que vous nous proposerez le moment voulu au cours de l'année, nous vous redisons les mêmes réserves que celles formulées lors de l'examen du Budget 2018, à savoir : attention à l'affaiblissement de l'initiative municipale, de par le transfert des compétences et le mouvement de mutualisation des services, car si on n'en prend pas garde, que restera-t-il d'ici quelques années quant aux compétences des communes ? Les écoles, l'état civil et le cimetière ?

Prenons garde à l'éloignement des prises de décision qui sont mal vécues par nos compatriotes, qui se sentent déconsidérés, la preuve en est confirmée par le mouvement actuel des Gilets jaunes qui font remonter un sentiment d'abandon. Ne nous étonnons pas non plus que l'éloignement du pouvoir local vers de grandes entités, où on ne sait plus qui fait quoi, génère un désintérêt de plus en plus évident pour les élections, ce qui se traduit depuis plusieurs années par une augmentation croissante du taux d'abstention et une augmentation importante du nombre de maires démissionnaires. Et je vous renvoie au premier point de notre ordre du jour sur la résolution du 101^e congrès des maires.

Ce soir, plusieurs raisons justifient le fait qu'avec M. ESMONIN, nous allons nous abstenir sur ce projet de budget. D'abord parce que nous ne sommes pas associés ni à son élaboration en amont ni aux choix qu'ils le motivent. Ensuite parce que nous avons le sentiment que ce budget n'apporte que peu de choses nouvelles à notre ville et à ses habitants. Et enfin, parce que nous sommes face à un budget qui est dépourvu de réelles marges de manœuvres, sans réelle ambition, qui n'anticipent pas les conséquences du futur PLUi-HD.

T. FALCONNET – Merci, Mme RICHARD. M. AMODEO, vous pouvez prendre la parole.

M. AMODEO – Merci, M. le Maire. Je savais qu'il fallait une grande dose de courage pour construire un budget dans ce contexte de soif d'égalité sociale et de démocratie participative. Mais je vois qu'il faudra aussi du courage pour le voter ce soir. Ne craignez rien, du courage, nous en avons.

« La France n'est pas un pays comme les autres ». La formule a été utilisée par le Président de la République dans sa déclaration du 13 janvier quand il a lancé le grand débat.

Si elle est juste, sa prise de conscience, elle, est bien tardive de la part d'un Président de la République forcé d'ouvrir les yeux sur une colère sociale qu'il a largement contribué à attiser. Après un an et demi d'exercice jupitérien du pouvoir, le Chef de l'État est confronté à une crise sociale sans précédent, autant sur la forme que sur le fond. C'est l'expression d'un peuple qui ne parvient plus à se faire entendre et à se faire reconnaître, un peuple qui ne veut pas disparaître, fondu ou absorbé par la « start-up nation » et la compétition métropolitaine européenne.

En colère, victime de la raréfaction des services publics, du chômage de masse, de salaires et de pensions toujours plus faibles et menacé dans son quotidien par l'augmentation continue du coût de la vie, une partie du peuple a donc décidé de reprendre la parole et de resurgir au cœur de la scène politique et médiatique.

Privé des corps intermédiaires qu'il a consciencieusement désavoués depuis son élection, le Président de la République se retrouve à court de solutions, droit dans ses bottes, mais nu face à cette exigence démocratique et sociale qu'il ne comprend pas et appelle désormais à l'aide celles et ceux dont il entendait jusqu'à présent se passer, les élus locaux et plus particulièrement les maires...

Aussi les élus locaux sont-ils appelés à jouer, écrit-il dans sa lettre aux Français, « un rôle essentiel » dans le débat national qu'il a décidé de lancer en réponse à cette profonde crise qui secoue notre pays et qui ne se résume ni aux violences ni à la couleur d'une chasuble.

Nous, élus de Chenôve, en contact direct et permanent avec notre population, avec ses difficultés et ses richesses, nous n'avons pas attendu pour dénoncer les fractures territoriales, nous insurger contre la casse des services publics, santé, école, transports de proximité, racket sur les dotations aux collectivités, baisse des APL et des moyens aux bailleurs sociaux. Et pour exiger des gouvernements successifs qu'ils répondent à la triple urgence sociale, démocratique et écologique et exiger que la stratégie financière imposée aux peuples ne doit pas être celle fixée par l'Europe, mais celle exigée par la satisfaction des besoins des populations !

Un débat national est désormais lancé. Partout en France, nos concitoyens se sont saisis, ces dernières semaines, de questions essentielles pour notre destin collectif. À Chenôve, nous n'avons pas attendu les cris de colère, que des citoyens se dressent debout face à la misère et au mépris, pour construire dès notre élection, des institutions de démocratie de proximité qui favorisent leur écoute et leur intervention dans les projets importants de leur vie quotidienne.

Dans notre ville, nous serons à leurs côtés dans leur exigence de débat sans tabou, et dans la construction de solutions alternatives à la crise qui secoue notre pays et dont ils sont, bien souvent, les principales victimes.

Et dans ce budget 2019, ce sont ces principes qui nous ont guidés :

- Budget de justice fiscale, puisque les taux d'imposition ont été bloqués cette année encore.
- Budget de maintien, voire d'amélioration du pouvoir d'achat des habitants et du personnel, par la stabilisation des tarifs des services municipaux, l'actualisation du Revenu Minimum Étudiant, l'amélioration des œuvres sociales du personnel.
- Augmentation de l'investissement, + 48 %, ce n'est pas moi qui le dis, c'est le Bien Public, pour la finalisation de grands projets qui amélioreront l'environnement de nos concitoyens et l'attractivité de la ville.

C'est un budget au service de l'intérêt général, qui répond par des perspectives concrètes aux exigences fondamentales rappelées par nos concitoyens. C'est pourquoi nous voterons, avec le groupe majoritaire, ce budget 2019.

T. FALCONNET – Merci, M. AMODEO. Je crois que depuis très longtemps, je n'avais pas entendu un président de groupe communiste émettre des propos laudateurs en direction du Bien Public. C'est une première.

M. AMODEO – Je suis désolé, M. le Maire. Je ne recommencerai pas !

T. FALCONNET – M. BRUGNOT a demandé la parole. Je vous en prie.

Y-M. BRUGNOT – Je vous remercie, M. le Maire. Chers collègues, je vais repartir sur le mois de décembre. Comme évoqué dans le débat d'orientation budgétaire, nous avons construit ce budget ensemble depuis le mois de juillet : chaque adjoint et conseiller délégué a pu exprimer les projets possibles pour l'année 2019. Ensuite, collégialement, nous avons eu plusieurs réunions avec les cadres des services de la ville pour identifier très précisément les priorités et les mettre en perspective avec notre ligne politique. Tout cela en toute transparence et sincérité.

Sur les classes moyennes, M. AMODEO a fait un clin d'œil aux Gilets jaunes. Nous avons tous le souci que Chenôve reste une ville dynamique, avec un tissu associatif développé qui permet le lien social au quotidien, et vous aurez remarqué dans le public de nombreux bénévoles d'associations diverses. Nous souhaitons continuer à proposer aux Cheneveliers des activités de loisirs multiples à la portée de chaque porte-monnaie. D'ailleurs, nous sommes particulièrement attentifs aussi aux classes dites « moyennes » souvent oubliées des politiciens. Oui, elles ont des besoins pour vivre correctement, élever leurs enfants, pour se projeter dans leur avenir et dans celui de la société, mais ont le sentiment de n'avoir droit à rien. Chenôve doit les encourager et le fait au travers de son budget municipal.

Changer la ville et conforter son personnel dans sa mission, ce sont deux choses qui vont ensemble, pour nous. Nous avons tous également conscience que les infrastructures de la ville sont vieillissantes et que, petit à petit, il est indispensable de les rénover pour encourager une belle énergie chenevelière. De plus, grâce aux grands projets soutenus, entre autres par la Métropole, le visage de la ville va changer. Il faut encourager ces changements avec le souci, en tant qu'élus, de les adapter au plus près des habitants et de les inscrire dans un budget équilibré. À cette fin, nous faisons le choix budgétaire de poursuivre notre vigilance sur les dépenses de fonctionnement. Toutefois, nous restons soucieux du personnel de la ville : si une comptabilité précise est réalisée en termes d'emplois, il n'empêche que le choix d'adhérer à un organisme d'action sociale de grande qualité est primordial. À ce sujet, vous l'avez évoqué, M. l'adjoint Bernard BUIGUES, la baisse des subventions est fictive puisque le Comité d'Œuvres Sociales va terminer son activité au profit de l'adhésion au Comité d'Action Sociale de l'agglomération dijonnaise, inscrite, de ce fait, dans une autre ligne budgétaire.

Je vais répéter ce qui a été dit précédemment, le désengagement du Conseil départemental sur les chantiers d'insertion et la prévention spécialisée a forcément un impact sur notre budget : c'est d'autant plus dommageable que, je le rappelle, l'ensemble du territoire ex Bourgogne, dont fait partie la Côte-d'Or, est éligible à nouveau à certains fonds européens d'insertion pour les jeunes car ils sont plus de 25 % à être au chômage ! Alors, faire volte-

face sur des sujets aussi importants que l'insertion sociale et professionnelle de notre jeunesse est très décevant. N'en déplaise à celles et ceux qui ont voté le budget du Conseil départemental.

On a entendu à un Conseil municipal que l'on vend les bijoux de famille. Oui, mais les bijoux de famille, il y en a qui coûtent cher, parce qu'il faut payer l'EPFL. Par ailleurs, nous avons amorcé la vente de certains biens immobiliers qui coûtent à la Ville et n'ont pas d'utilité. De plus, en charges financières, nous avons dégagé des frais de portage nécessaires en dégageant deux propriétés de la gestion par l'EPLF, dont le parking des Gallandiers, qui a fait réagir certains au dernier Conseil municipal, mais sans doute à tort. Notre groupe a toujours été en faveur et a toujours soutenu une politique de l'immobilier claire. C'est le cas aujourd'hui.

Enfin, sur l'emprunt. Nous ne sommes pas inquiets pour l'encours de dette par habitant. S'endetter coûte que coûte n'est pas une politique municipale, par contre investir pour un mieux et recourir alors à un emprunt raisonnable et maîtrisé sont les fondements d'un budget sain et tourné vers un avenir serein. Ce d'autant si le développement durable, qui n'est pas une chose nouvelle mais qui doit nous préoccuper parce que ça concerne tous les adjoints, tous les délégués, tous les conseillers municipaux, et le déploiement de l'écologie pour assurer l'avenir de nos enfants sont inscrits dans tous les projets de construction et d'aménagement urbain.

M. le Maire, vous l'aurez compris, le groupe « Chenôve entre vos mains » est bien sûr à vos côtés pour le vote de ce budget.

T. FALCONNET – Merci, M. BRUGNOT. Vous avez raison, M. MICHEL, je vous l'accorde, il n'y a pas d'article dans le règlement intérieur qui précise... donc si votre groupe souhaite reprendre la parole une deuxième, puis une troisième fois, vous pourrez le faire. Avec tous mes regrets.

Mme POPARD, vous avez la parole.

B. POPARD – Monsieur le Maire, chers collègues, avec Patrick AUDARD, au nom du groupe des élus Socialistes-Écologistes-Radicaux et Républicains de Progrès, nous souhaitons donner un certain nombre d'éléments expliquant notre vote. D'abord dire que pour ce budget, nous sommes très heureux d'avoir pu, comme depuis plusieurs années, travailler en parfait accord avec les deux autres groupes de notre majorité, à savoir le groupe communiste et le groupe « Chenôve entre vos mains ». Puis souligner, comme cela a déjà été fait, mais je le répète, la poursuite de la méthode d'élaboration collective qui est la nôtre pour construire le budget. Enfin, rappeler que pour l'ensemble des collectivités, l'État a, entre 2015 et 2017, décidé d'accentuer la réduction de la dotation forfaitaire. Cette mesure se traduit par une perte cumulée de 1,6 million d'euros. Un recul global des recettes tandis que les charges de fonctionnement repartent à la hausse, et une baisse sensible de l'épargne brute qui passe de 3,2 à 2,2 millions d'euros. Sans être préoccupante, cette situation ne pouvait perdurer.

Depuis 2015, afin d'arrêter l'érosion des capacités financières de la commune, plusieurs mesures ont été prises :

- Premièrement, une gestion rigoureuse des charges de personnel, la masse salariale a baissé de 0,85 % entre 2015 et 2018, et ce malgré différentes mesures décidées au plan national, tel que l'augmentation de la valeur du point d'indice, la mise en œuvre du PPCR et les augmentations de cotisations.
- Deuxièmement, une maîtrise des charges courantes des services, entre 2015 et 2018, ces charges ont diminué de près de 17 %.
- Troisièmement, la pause sur les investissements. Tout en respectant les engagements pris précédemment tels que les abords de l'hôtel de ville, les vestiaires du stade Léo Lagrange et en maintenant le volume des participations à la SPLAAD.
- Quatrièmement, un recours mesuré à l'emprunt qui ne représente que 2 millions d'euros en quatre ans.

Dans le même temps, la municipalité s'est attachée à maintenir la diversité et la qualité de l'offre de services aux Cheneveliers, et même dans certains domaines à l'étoffer. L'engagement de ce programme d'actions a porté ses fruits, d'année en année. Progressivement, les fondamentaux de la situation financière, capacité d'épargne et désendettement se sont améliorés. Ainsi, malgré le faible dynamisme des recettes, et particulièrement de la fiscalité, la capacité d'épargne s'est sensiblement renforcée pour atteindre 2,5 millions d'euros en 2018, et la capacité de désendettement est passée sous la barre des quatre ans.

Dans ce contexte, nous proposons donc un budget offensif en matière d'investissement, avec une hausse de 36 % des dépenses d'équipement pour 2019 et cela se poursuivra en 2020. Les agents de la Ville, sans lesquels nos orientations ne pourraient être mises en œuvre, bénéficieront également du fruit des efforts de chacun avec un renforcement de l'action sociale.

Bien entendu, les efforts de gestion doivent être poursuivis, et d'ailleurs, le budget 2019 confirme la volonté de la Ville de garder ce cap, mais cette situation assainie nous permet d'envisager l'avenir avec plus de sérénité.

Aussi, le groupe SERRP votera ce budget, car c'est un budget sain, responsable et ambitieux, en vous apportant, M. le Maire, sa totale confiance.

T. FALCONNET – Merci, Mme POPARD. Quelques éléments de réponse, rapidement. D'abord, à Mme RICHARD. Je partage 80 % de votre intervention, et notamment la question que vous soulevez avec les investissements d'hier. C'est vrai que pour le Cèdre, je rends systématiquement hommage à M. ESMONIN, à l'équipe municipale qu'il a conduite et qui a décidé de construire le Cèdre, construction qui avait fait l'objet de grandes polémiques à l'époque. Je remercie cette clairvoyance politique qui était celle de Jean ESMONIN d'avoir choisi de construire cet équipement public, ce centre culturel de rencontres au cœur de la centralité, d'avoir initié ce projet de centralité que nous poursuivons. Vous avez complètement raison là-dessus. Simplement, il nous reste 20 % de différences, notamment lorsque vous évoquez ce que j'aurais dit au sujet de la situation dont nous avons hérité. Mais cette situation dont nous avons hérité, je ne l'ai pas utilisée pour me dédouaner ou dédouaner l'équipe municipale. C'est un état de fait. L'effet ciseaux, qui a été évoqué tout à l'heure, entre les dépenses, les recettes et notamment la question de l'investissement, c'était une réalité que nous vivons depuis plusieurs années. Et les projections que nous avons à notre disposition nous indiquaient qu'à un moment donné, si la Ville continuait sur sa trajectoire de dépenses et d'investissement, notamment des dépenses de personnel, eh bien à un moment donnée, on se serait retrouvés dans une situation où l'autofinancement ne couvrirait plus nos capacités d'investissement.

Je fais juste une remarque par rapport à cela, c'est que depuis trois ans, contrairement à ce qui a été dit, parce que ce que vous dites, M. MICHEL, c'est faux, nous avons reconstitué des capacités de financement. Elles ne se sont pas dégradées, elles se sont améliorées. De la même manière que nous sommes descendus en dessous de la barre des cinq ans en matière d'encours de la dette et que nous pouvons très largement assumer nos ambitions pour l'avenir sur Kennedy, sur Saint-Exupéry, sur les autres quartiers de la ville sans nous mettre en difficulté financière, mais tout en étant prudents, parce que gérer une ville, c'est effectivement être prudent.

Deuxième point. Je ne vois pas où est-ce que vous avez inventé que nous avons retardé le recrutement du directeur de l'Éducation. La directrice de l'Éducation a été mutée, dès qu'elle nous l'a appris, on a lancé la procédure de recrutement, et aujourd'hui on a un directeur de l'Éducation. Vos informations commencent à dater un peu, peut-être sont-elles du temps où vous étiez Premier adjoint, où vous aviez les informations, mais maintenant nous avons un directeur de l'Éducation qui, aux côtés de Joëlle BOILEAU, mène la politique éducative ambitieuse qui vous a été présentée tout à l'heure.

S'agissant de la masse salariale : on a titularisé les personnels contractuels, M. BUIGUES pourrait donner le détail. Nous avons continué notre politique de résorption de l'emploi précaire et nous avons cessé, justement, de faire appel systématiquement à des

contractuels. Lorsque nous sommes satisfaits des contractuels, lorsque l'évaluation de leurs missions et de leur manière de servir est positive, dans la mesure où nous pouvons le faire, eh bien nous les recrutons, nous les stagiairisons et nous les titularisons. Par contre, « situation fragile », vous le savez aussi bien que moi, car vous étiez Premier adjoint socialiste de Chenôve jusqu'en mars 2018, vous avez d'ailleurs été 14 ans secrétaire du parti socialiste, vous avez été élu conseiller départemental avec l'étiquette socialiste, et à l'époque, vous étiez, en grande partie avec moi, comptable de l'augmentation de la masse salariale avec le recours aux emplois aidés que M. MACRON a supprimés. Maintenant, vous avez changé, vous avez évolué, vous votez à droite au Département, libre à vous. Mais ici, à Chenôve, vous ne pouvez pas faire croire n'importe quoi aux élus municipaux qui ont travaillé avec vous ou aux personnes qui sont dans le public et qui assistent à ce débat complètement hallucinant. Vous avez la foi des nouveaux convertis, M. MICHEL, c'est bien, il faut la garder. Parce qu'avec la foi, on va loin !

Merci. Je vais donc mettre aux voix ce projet de budget. Nous avons suffisamment débattu, je crois. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

P. AUDARD – Quel courage...

T. FALCONNET – Donc, cinq abstentions. Je vous remercie, ce projet de budget est adopté et nous avons un bon budget. Merci à M. BUIGUES, merci aux services, à Mme PERRUSSEL, directrice des Finances, aux Directeur général des services et au Directeur général adjoint, et à l'ensemble des élus.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A LA MAJORITE ces propositions par :

VOTES

24 POUR

5 ABSTENTIONS :

M. ESMONIN - Mme M'PIAYI - M. MICHEL - Mme RICHARD - M. FOUAD

3 - SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS ET AUTRES ORGANISMES POUR 2019

La baisse constatée de l'enveloppe des subventions aux associations qui passe de 957 000 € à 900 000 €, est la conséquence d'une part, de la décision du Comité d'Œuvres Sociales de mettre un terme à ses activités compte-tenu de l'adhésion au Comité d'Action Sociale de l'agglomération dijonnaise, et d'autre part, de l'arrêt du service de prévention spécialisée portée par l'ACODEGE, suite à la réduction du financement du Conseil départemental.

Au-delà de ces éléments exceptionnels, la commune de Chenôve réaffirme son soutien au monde associatif. En conséquence, au budget primitif 2019, la ville maintient à son niveau de 2018 son soutien aux associations et aux autres organismes, et ce malgré un contexte de baisse générale des crédits de fonctionnement des services.

Le montant des subventions affectées s'élève à 778 249 €, auquel s'ajoute une provision de 121 751 € qui sera affectée en fonction de l'avancement des dossiers, dont 90 000 € au titre du sport de haut niveau (PPS – Promotion & Progression Sport).

Vu l'article L.2311-7 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le budget primitif 2019,

Vu les conventions de partenariat conclues avec les différents partenaires,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 23 janvier 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE UNIQUE : D'adopter les subventions aux associations et autres organismes telles qu'elles figurent dans le document annexé.

T. FALCONNET – M. Jean-Jacques BERNARD, vous avez la parole pour un dossier très important, très attendu par les associations de Chenôve.

J-J. BERNARD – Merci, M. le Maire. Si vous le permettez, une petite introduction avant cette délibération.

À Chenôve, le tissu associatif très diversifié est une des richesses de la ville à mettre en valeur. 138 associations pour une ville de 14 000 habitants témoigne d'une véritable culture de l'engagement et de l'implication bénévole parmi les Cheneveliers.

Soutenir les associations, mieux les accompagner dans leurs projets est un axe majeur de la politique conduite par l'équipe municipale autour de vous, M. le Maire, et ce malgré les contraintes budgétaires.

Comme précédemment, le niveau des subventions sera maintenu en 2019 à hauteur de 900 000 €. Ces crédits s'accompagnent d'un soutien logistique, matériel et humain, important que la municipalité met à disposition de toutes les structures associatives sur le territoire.

Sur ce point, nous avons opéré en 2018 une nouvelle impulsion avec l'ouverture de la Maison de la Vie Associative, la création d'un service de la Vie Associative et le lancement d'une rubrique dédiée aux associations sur l'espace citoyen de notre site Internet. Parce qu'il est important pour les futurs bénévoles de connaître l'ensemble des structures qui se trouvent sur le territoire de la commune, un guide des associations a également été réalisé

en 2018, ainsi qu'une rubrique « les associations à l'affiche ! » dans le magazine municipal pour informer les habitants des événements majeurs à venir organisés par les associations de la ville.

Parce que le monde associatif ne serait rien sans celles et ceux qui donnent de leur temps au détriment, parfois, de leur vie professionnelle et personnelle, pour s'impliquer quotidiennement dans la mise en œuvre d'actions associatives, parce qu'elles font tant pour le lien social au sein de notre ville, vous avez souhaité, M. le Maire, que la municipalité prenne le temps de leur rendre hommage. C'est le sens de la Fête des Bénévoles, dont la deuxième édition aura lieu en juin prochain.

Lecture de la délibération par Jean-Jacques BERNARD.

T. FALCONNET – Merci, M. BERNARD, à la fois pour votre engagement dans ce dossier, et votre présentation politique du dossier. Y a-t-il des demandes d'intervention sur ce point ? Mme M'PIAYI, vous avez la parole.

S. M'PIAYI – Merci, M. le Maire, de me donner la parole. Sur cette délibération, notre groupe « Avancons pour Chenôve » aurait souhaité, puisque c'est fait, que soient dissociés les organismes des associations. En effet, la lecture nous semble plus pertinente et évite le risque d'une confusion entre des structures entrepreneuriales et des associations dont la subvention souligne les aspects bénévoles et citoyens. Notre souhait se porte également sur certaines associations dont l'organisation et les actions sont professionnelles. Il nous semble, une nouvelle fois, intéressant de distinguer ce type d'associations avec les associations au fonctionnement majoritairement bénévole.

Par ailleurs, la délibération souligne l'arrêt de la prévention spécialisée. Comme l'ensemble des élus de cette assemblée, nous le regrettons vivement et regrettons vivement que les principaux interlocuteurs n'aient pas réussi à se mettre autour d'une table afin de trouver une solution, perspective qui était d'autant plus importante dans le cadre du transfert de compétences qui se finalise entre le Département et Dijon Métropole et malheureusement, faute d'accord, sous l'arbitrage du Préfet.

Aujourd'hui, malgré un contexte budgétaire très difficile, le choix de soutenir une telle action, tel que ce dispositif « Passerelle vers l'emploi », aurait été une volonté politique forte. En effet, ce dispositif initié et expérimenté à Longvic a apporté ses preuves. Pourquoi les communes qui bénéficiaient de l'intervention de la prévention spécialisée ne financeraient-elles pas le dispositif « Passerelle vers l'emploi » afin de le développer ? N'est-ce pas une priorité envers notre jeunesse ? Ne serait-ce pas un acte fort envoyé à notre jeunesse et notamment envers ces jeunes les plus éloignés de l'emploi, et même de la société ? Ces jeunes qui ont complètement disparu des radars, qui sont convaincus d'avoir été abandonnés par notre République, ces jeunes pour lesquels on oublie trop régulièrement qu'ils ont des rêves tout simples : avoir un travail, avoir un chez-soi, fonder une famille. Aller vers ces jeunes, n'est-ce pas une impérieuse nécessité et obligation ? La fracture territoriale, sociale et la fracture avec les élus, les institutions et les élites ne se situent pas que dans le secteur rural. Les frontières invisibles sont bien là. Peut-être parlons-nous ici d'innovation sociale, d'émancipation de chacun, de justice sociale ? Peut-être, M. le Maire, que ça ne vous parle pas.

T. FALCONNET – C'est un plaisir de vous donner la parole, Mme M'PIAYI. Sur la prévention spécialisée, puisqu'on se parle à fleurets mouchetés, on va dire les choses, puisque les discours, c'est bien, mais il y a les chiffres et il y a les réalités. J'ai ici, car c'est bon d'avoir des archives parfois, une note adressée à M. François REBSAMEN, président de Dijon Métropole, sur le contexte de la prévention spécialisée. C'est une note qui date du 20 novembre 2012. Déjà à l'époque, on s'interroge sur l'avenir de la prévention spécialisée. Je vais vous lire quand même les chiffres. Le service de prévention spécialisée de l'Acodège, dans le cadre d'une convention signée avec le Conseil général de la Côte-d'Or, c'était vingt équivalents temps plein, dont pour Chenôve, trois équivalents temps plein. Nous

avons sur le territoire de la commune trois éducateurs spécialisés à temps plein, payés par l'Acodège, et le budget, à l'époque de la prévention spécialisée était de 1 238 310 € financé à 85,5 % par le Département, soit 1 058 755 €. C'était en 2012.

Cette année, le budget alloué à la prévention spécialisée, c'est 200 000 €. Donc, ça veut dire qu'au nom d'une prétendue compétence qui reviendrait à Dijon Métropole, c'est à Dijon Métropole et aux communes qu'il conviendrait de payer. Le Département, François SAUVADET, la majorité élargie départementale, a choisi de tuer le service de prévention spécialisée. Point barre !

Et vous nous reprochez d'être trop répressifs, de trop aimer « le bleu », de ne pas assez aimer la prévention, les éducateurs... de ne pas être suffisamment sociaux, comme vous venez de le dire en conclusion de votre intervention ! Mais ce n'est pas nous qui tuons la prévention spécialisée, ce n'est pas nous qui sortons les éducateurs spécialisés du territoire de Chenôve, c'est la majorité départementale que vous avez soutenue. Et il nous manque aujourd'hui dans le dispositif global, comme l'a excellemment expliqué Patrick AUDARD tout à l'heure, il nous manque un maillon dans cette chaîne ! Le maillon de la prévention ! Il nous manque des éducateurs spécialisés pour aller chercher les jeunes qui sont en très grande difficulté, qui sont en décrochage, et que ni service de médiation, qu'il soit municipal ou intercommunal, ne pourra remplacer, parce que l'expertise des éducateurs spécialisés est incomparable. Sauf que, et vous le savez, M. SAUVADET a voulu faire payer aux communes le service qui était jusque-là assuré par le Département, au titre de la protection de la jeunesse et de l'enfance.

Et puis, je rappelle une petite chose, parce que tout ça, là aussi, c'est du discours : Mme M'PIAYI a fait référence au transfert de compétences du Département vers la Métropole. Est-ce que vous savez comment vont être calculées les charges transférées ? Elles vont être calculées sur la base des dépenses effectuées par les collectivités avant le transfert, à 3 ou 5 ans. C'est le Préfet qui décidera, et c'est un magistrat qui présidera cette commission locale des charges transférées.

Et que fait François SAUVADET en ramenant à 200 000 € la somme qu'il verse à la prévention spécialisée au titre de cette compétence ? Il baisse mécaniquement la compensation qu'il devra verser à la Métropole pour un service de prévention spécialisée que immanquablement la Métropole reprendra. Voilà, c'est un petit calcul de boutiquier auquel vous vous êtes rendu complice en votant le budget départemental. Il faut dire les choses !

J'entends que vous défendiez le monde rural, vous êtes effectivement conseiller départemental de la Côte-d'Or. Mais vous êtes aussi élu du canton de Chenôve. On vous a soutenu, on a même fait votre campagne, M. MICHEL ! Aujourd'hui, c'est une trahison que vous avez faite en votant le budget de la droite au Conseil départemental, parce que vous tuez le service de prévention spécialisée sur le territoire de la commune. Vous pouvez le tourner dans n'importe quel sens, c'est la réalité effective des choses. Et quand vous irez faire des promesses aux jeunes que vous allez rencontrer, il va falloir leur expliquer que s'il n'y a pas d'éducateurs spécialisés pour s'occuper d'eux, s'il n'y a plus de chantiers éducatifs comme ceux qu'on a menés, par exemple, sur le Plateau avec l'ACODEGE, c'est en grande partie votre responsabilité. Rassurez-vous, nous nous chargerons, nous, de le leur expliquer.

Alors, Mme M'PIAYI, votre demande sur la dissociation des votes. C'est une proposition que vous faites. Je vais la mettre aux voix, puisqu'on est démocrates. Sur la proposition de dissocier les associations des subventions aux organismes extérieurs, c'est la première fois qu'on fait une telle opération pour voter. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, rejette À LA MAJORITÉ ces propositions par :

VOTES

26 CONTRE

3 POUR :

Mme M'PIAYI - M. MICHEL - M. FOUAD

T. FALCONNET – Cette proposition est rejetée. Nous voterons donc en bloc les subventions aux associations et aux organismes extérieurs. Je vous donne la parole, M. MICHEL.

D. MICHEL – Merci, M. le Maire. Notre soutien aux associations est évident, puisque c'est un soutien historique de la ville de Chenôve. Et le tissu associatif pour nous est essentiel pour maintenir le lien social et le « vivre ensemble ». Vous parlez de complicité, de trahison : que de grands mots ! 2012, trois éducateurs, avant 2012 c'était six éducateurs. Je n'ai pas entendu parler de ça plus souvent auparavant. J'ai souvent alerté sur la nécessité à l'époque de la création puis de l'extension des correspondants de nuit. J'avais alerté sur la nécessité d'un maillage correspondants de nuit-prévention spécialisée qui aurait dû se faire. À l'époque, le Département finançait 157 000 € sur les correspondants de nuit, je le rappelle. Comme ce maillage jour-nuit n'a pas pu se faire, effectivement, les choses se sont éteintes petit à petit, avec une priorité sur le fait de créer des médiateurs plutôt que d'embaucher des éducateurs spécialisés, et d'avoir une expertise, je rejoins vos propos, et de recruter plutôt des médiateurs.

On peut se poser la même question sur le service de médiation de la ville de Chenôve, où je considère qu'il n'y a pas de projet de service, pas de formation digne de ce nom, et les outils sociaux dignes de ce nom, pour permettre aux médiateurs d'être réellement dans une position d'accompagnement social. Mais ça, c'est un débat que nous avons toujours eu et sur lequel nous sommes en désaccord profond, parce que vous, vous voyez chez les médiateurs tantôt des gardiens de parking, tantôt des gardiens de manifestation, tantôt ci, tantôt ça, mais jamais réellement en allant au devant des personnes, qu'elles soient jeunes ou pas jeunes d'ailleurs, pour apporter la réalité d'une analyse et d'un accompagnement social, mais ça, c'est votre lecture à vous, elle vous appartient.

Je vous rappelle que ce n'est pas 14 ans au parti socialiste, c'est 19 ans comme secrétaire de section, je corrige. Et quand j'étais secrétaire de section, vous étiez au MDC, chevènementiste, avec une ligne « sauvageonne » qui ne vous a guère quitté. Je pense qu'à ce titre-là...

T. FALCONNET – Ne vous énervez pas, M. MICHEL.

D. MICHEL – Ah, mais je ne m'énerve pas. Je vous dis simplement les éléments. Il serait bien que vous réajustiez les propos par rapport aux correspondants de nuit, ensuite par rapport à l'AGDM, puisque l'AGDM c'est 900 000 € qui va produire les mêmes effets, puisque déjà des bailleurs sociaux, au moins un a quitté le financement de l'AGDM. Et on reproduit les mêmes effets, parce qu'il n'y a pas de ligne directrice, à mon sens, dans l'accompagnement social et dans l'analyse des besoins sociaux dont parlait Mme JACQUOT. À ce titre-là, je pense qu'il y a un vrai manque de réflexion autour des problématiques sociales autour du logement, je vous l'ai rappelé maintes et maintes fois.

Votre choix est de confondre tranquillité publique et sécurité publique. Votre frontière est souvent très poreuse à cet endroit-là. C'est pour ça que je ne comprends pas votre réaction sur mon positionnement, puisque la prévention spécialisée est morte depuis très très longtemps, et vous le savez aussi bien que moi, et ce ne sont pas forcément les élus de gauche qui ont été les premiers soutiens, et vous le savez aussi bien que moi.

T. FALCONNET – Oui, on est en désaccord. Effectivement, ça ne date pas de ce soir. On est en désaccord sur cette question. Je pense que quand on parle de tranquillité publique, quand on parle d'interventions de la police, cela vous hérisse, c'est comme ça. Vous faites partie de cette gauche... pardon, vous faisiez partie de cette gauche qui n'aime pas la police, qui n'aime pas les sanctions, qui n'aime pas la répression.

Allez demander aux habitants de Chenôve s'ils ne veulent pas plus de police et plus de tranquillité, parce qu'ils nous le disent que ça s'améliore. Mais ce n'est pas encore suffisant. Et justement, parce que le travail éducatif préventif, que nous menons sous la direction de Patrick AUDARD, est important, et que si nous voulons le garder équilibré, il faut que nous

couvrons l'ensemble du spectre et pas seulement la question de la prévention, et pas seulement l'intervention des éducateurs spécialisés. C'est un vrai point de divergence idéologique, vous avez raison, sur cette question. On n'est pas d'accord là-dessus.

M. Dominique MICHEL tente de prendre la parole.

T. FALCONNET – C'est bon, M. MICHEL. On va passer au vote. M. VIGREUX, vous avez la parole.

J. VIGREUX – M. le Maire, comme je l'ai fait auparavant et en accord avec mes principes, mon éthique et la charte ANTICOR qui caractérise la majorité municipale, je ne prendrai pas part au vote, puisque l'université est présente dans le tableau.

T. FALCONNET – Merci, M. VIGREUX. Effectivement, par les temps qui courent, il vaut mieux être prudent. Qui est contre cette délibération ? Qui s'abstient ? Qui est pour ? Très bien, je note la cohérence de votre vote et de vos déclarations lors du Débat d'Orientations Budgétaires sur Pirouette Cacahuète...

S. M'PIAYI – Vous n'avez pas voulu dissocier, M. le Maire, hein !

T. FALCONNET – Oui, mais c'est un vrai plaisir de vous voir voter la subvention pour Pirouette Cacahuète, après tout le mal que vous avez dit.

Propos inaudibles de Mme M'PIAYI, le micro n'étant pas allumé.

T. FALCONNET – Non, non, Mme M'PIAYI, ce n'est pas que je n'ai pas voulu, c'est que le Conseil municipal, dans sa majorité, a voté contre la proposition que vous avez faite. Ce n'est pas la même chose. C'est la démocratie, Mme M'PIAYI, c'est la démocratie...

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

28 POUR

1 NE PREND PAS PART AU VOTE :

M. VIGREUX

AMENAGEMENT

4 - PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL VALANT PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT ET PLAN DE DÉPLACEMENTS URBAINS DE DIJON MÉTROPOLÉ – AVIS SUR LE PROJET DE PLUi-HD ARRÊTÉ PAR LE CONSEIL MÉTROPOLITAIN DE DIJON MÉTROPOLÉ

Le 17 décembre 2015, la Communauté urbaine du Grand Dijon, devenue Métropole par décret du 25 avril 2017, a prescrit l'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal valant programme local de l'habitat et plan de déplacements urbains (PLUi-HD) sur l'ensemble du territoire métropolitain et arrêté les modalités de collaboration avec les vingt-quatre communes membres.

Conformément à l'article L.153-12 du code de l'urbanisme, un débat portant sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables (PADD) s'est tenu au sein du conseil métropolitain et des conseils municipaux des communes membres.

Par la suite, l'avant-projet du PLUi-HD de Dijon Métropole a été transmis pour avis à l'ensemble des communes membres. Le ville de Chenôve a pris acte de la présentation de cet avant-projet par délibération du Conseil municipal du 5 novembre 2018.

Le Conseil métropolitain a ensuite arrêté le projet de PLUi-HD par une délibération du 20 décembre 2018.

Comme le prévoit les articles L.153-15, L.153-16 et R.153-4 du code de l'urbanisme, le projet arrêté de PLUi-HD a été soumis pour avis aux communes membres de Dijon Métropole par un courrier daté du 21 décembre 2018 afin que leur Conseil municipal puisse rendre un avis sur ce projet dans un délai de trois mois à compter de l'arrêt du projet de PLUi-HD.

Il appartient désormais au Conseil municipal de se prononcer sur le projet arrêté du PLUi-HD de Dijon Métropole.

Vu le Code général des collectivités territoriales,
 Vu la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la Solidarité et au renouvellement urbains,
 Vu la loi n° 2003-590 du 2 juillet 2003 Urbanisme et Habitat,
 Vu la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement,
 Vu la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové,
 Vu l'ordonnance n° 2015-1174 du 23 septembre 2015 relative à la partie législative du livre Ier du code de l'urbanisme,
 Vu le décret n° 2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du livre Ier du code de l'urbanisme et à la modernisation du contenu du plan local d'urbanisme,
 Vu l'arrêté préfectoral en date du 20 décembre 2014 portant transformation de la communauté d'agglomération dijonnaise en communauté urbaine,
 Vu le décret n° 2017-635 du 25 avril 2017 portant création de la métropole dénommée « Dijon Métropole »,

Vu la délibération du Conseil de communauté du 17 décembre 2015 prescrivant l'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal valant programme local de l'habitat et plan des déplacements urbains,
 Vu la conférence intercommunale des maires qui s'est tenue le 12 novembre 2015 et le procès-verbal établi à cet effet et diffusé aux maires le 24 novembre 2015,
 Vu la délibération du Conseil municipal du 1^{er} février 2016 portant avis sur les modalités de collaboration entre la communauté urbaine du Grand Dijon et les communes membres,

Vu la délibération du Conseil de communauté du 17 décembre 2015 arrêtant les modalités de la collaboration avec les communes,
 Vu la délibération du Conseil de communauté du 24 mars 2016 adoptant le contenu modernisé du code de l'urbanisme relatif au PLU,
 Vu le procès-verbal de la conférence intercommunale des maires portant sur le projet de PADD qui s'est tenue le 7 décembre 2017,
 Vu la délibération du Conseil municipal du 5 février 2018 prenant acte du débat organisé par le conseil municipal sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durable,
 Vu la délibération du Conseil métropolitain du 30 mars 2018 prenant acte du débat organisé par le conseil métropolitain sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durable,
 Vu la délibération du Conseil municipal du 5 novembre 2018 portant avis sur l'avant-projet de PLUi-HD,

Considérant le dossier établi en vue de l'arrêt du projet de PLUi-HD (Plan Local d'Urbanisme intercommunal Habitat et Déplacements) et, notamment, le rapport de présentation, les documents graphiques, le PADD (Projet d'Aménagement et de Développement Durable), les OAP (Orientations d'Aménagement et de Programmation), le POA (Programme d'Orientations et d'Actions), le règlement et les annexes,

Vu l'avis de la commission Solidarité, Tranquillité publique, Cohésion sociale et urbaine, et Citoyenneté en date du 22 janvier 2019,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 23 janvier 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : De prendre acte du projet du PLUi-HD arrêté qui lui a été soumis par Dijon Métropole,

ARTICLE 2 : D'émettre un avis favorable sur le projet du PLUi-HD de Dijon Métropole, notamment sur le zonage, le règlement et les orientations d'aménagement concernant la commune, conformément à l'article R.153-5 du code de l'urbanisme,

ARTICLE 3 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

La présente délibération sera transmise pour information à Monsieur le Président de Dijon Métropole.

La présente délibération fera l'objet des mesures de publicité suivantes :

- un affichage pendant un mois en mairie ;
- une publication au recueil des actes administratifs de la commune ;
- une diffusion sur le site consacré au PLUi-HD (<http://www.plui.grand-dijon.fr/>).

T. FALCONNET – On ne va pas refaire la discussion parce que vous avez eu une présentation très exhaustive du PADD et du PLUi-HD, nous sommes dans la phase finale d'élaboration de ce PLUi-HD avant l'enquête publique qui, je l'espère, intéressera les Chenevelières et les Cheneveliers, comme tous les habitants de Dijon Métropole. Et donc c'est Mme POPARD qui va nous présenter cette délibération et qui va faire une petite introduction politique sur cette question. Mme POPARD, vous avez la parole.

B. POPARD – M. le Maire, chers collègues, après plus de trois années de travail, plusieurs réunions publiques au sujet du PLUi-HD ont eu lieu à Chenôve, pilotées par M. le Maire et des collègues élus de la Métropole en charge de l'élaboration de ce document d'urbanisme fondateur et sur lequel notre Conseil municipal s'est exprimé à l'automne dernier.

Nous entrons maintenant dans la dernière phase de ce long travail durant laquelle une enquête publique va avoir lieu avant l'adoption définitive en fin d'année. Il s'agit maintenant de donner un avis sur le projet voté par le Conseil métropolitain du 20 décembre 2019.

Je voudrais, avant la présentation de la délibération, redire l'importance de ce Plan Local d'Urbanisme intercommunal, Habitat et Déplacement, en terme notamment de priorités fixées en matière d'écologie face aux enjeux du changement climatique et de la transition énergétique.

- Cette démarche est écologique, car le PLUi-HD pose en responsabilité des actes forts face à l'emballlement climatique. Elle nous engage vers un territoire bas-carbone, soucieux de préserver les ressources et d'améliorer la qualité de vie des habitants de la ville et de la Métropole, en développant la mobilité via l'aménagement d'un réseau cyclable intercommunal.
- Cette démarche est écologique avec le souhait d'un renforcement de l'agriculture locale et la mise en œuvre d'une volonté d'étendre les jardins potagers collectifs et de développer le maraîchage autour d'un projet d'auto-suffisance alimentaire de la Métropole.
- Cette démarche est écologique puisque l'on peut noter de vraies avancées pour reconquérir la bio-diversité, avec l'OAP environnement et paysage qui fixe les orientations générales de mise en valeur de la trame verte et bleue et avec le coefficient de bio-top par surface. Cet outil étant indispensable pour rafraîchir le territoire métropolitain, préserver le foncier et reconquérir la bio-diversité avec l'utilisation de matériaux bio-sourcés, tel que le bois, le liège, le papier recyclé ou la laine de chanvre, qui vont contribuer à accompagner la conversion écologique et à soutenir l'économie locale.
- Cette démarche est écologique, enfin, car elle rejoint notre souci d'impliquer les citoyens dans les décisions qui les concernent.

À travers le PLUi-HD, cette approche est incitative et nous en avons bien besoin en terme de développement durable pour contribuer à la mise en œuvre d'un monde nouveau, un véritable nouveau monde plus soucieux et plus responsable en matière d'écologie.

T. FALCONNET – Merci, Mme POPARD, d'insister sur cette dimension éco-responsable du PLUi-HD.

Je voudrais juste donner un élément de réponse que je n'ai pas donné, tout à l'heure, à Mme RICHARD, comme ça concerne les 900 logements supplémentaires à Chenôve, c'est environ 1 600 habitants supplémentaires, je tiens à le préciser quand même. C'est-à-dire que si nous construisons ces 900 logements à l'horizon 2030, ce seront 1 600 habitants supplémentaires dans la population communale, donc ce n'est pas une augmentation non plus démesurée de la population. Et puis, ça rejoint la discussion de tout à l'heure, la discussion budgétaire : amener des nouveaux habitants, c'est aussi amener de nouveaux contributeurs à la vie locale et puis éventuellement des contribuables aussi et qui vont augmenter mécaniquement les recettes communales.

Donc je ne vous présente pas tous les attendus du PLUi-HD, sachez simplement qu'il nous est proposé ce soir de prendre acte du projet arrêté qui a déjà été très largement présenté. Il

nous est proposé d'émettre un avis favorable sur le projet de PLUi-HD de Dijon Métropole notamment sur le zonage et je remercie tout particulièrement les services de la ville de Chenôve, la Direction de la cohésion sociale et urbaine et son directeur, Stéphane GAILLARD, d'avoir mené cette discussion et ce débat important avec les services de Dijon Métropole, et je remercie également le service urbanisme de Dijon Métropole, en l'occurrence Pierre LERCH et ses équipes, qui ont vraiment été à l'écoute des demandes des communes et qui ont ajusté quasiment au jour le jour, au fil de nos demandes et de nos amendements, ce Projet Local d'Urbanisme intercommunal à vocation de Plan Local d'Habitat et de Plan Local de Déplacement.

Ce projet de PLUi-HD sera soumis jeudi au Conseil métropolitain.

Y a-t-il des demandes d'intervention sur ce projet définitif de PLUi-HD ? Mme RICHARD, vous avez la parole.

S. RICHARD - Je vous remercie M. le Maire. Quelques mots sur la forme, et sur le fond. D'abord dire que le projet de PLUi-HD tel qu'il a été arrêté par le Conseil métropolitain le 20 décembre 2018 n'est pas le projet définitif puisqu'il y a encore plusieurs étapes qui attendent le PLUi-HD en 2019. La consultation des personnes publiques associées pendant environ un trimestre, l'enquête publique, le rapport du commissaire enquêteur. Le projet sera ensuite retravaillé en fonction de l'apport du commissaire enquêteur avant d'être représenté au Conseil métropolitain.

Sur le fond, nous nous sommes déjà exprimés à plusieurs reprises avec M. ESMONIN sur le projet de PLUi-HD, d'abord lors du Conseil municipal du 5 février 2018, puis lors du Conseil municipal du 5 novembre dernier où j'avais souligné quelques points de vigilance sur l'habitat, les déplacements et le stationnement. Nous maintenons ces quelques réserves sur ce document complexe, de près de 2 000 pages, et les difficultés qui va en découler pour les habitants d'en appréhender les conséquences concrètes dans chacun de leur quartier.

Sur la construction des 900 logements qui seront envisagés sur Chenôve au cours de la prochaine décennie, il faudra aussi à notre niveau bien mesurer l'impact d'une telle augmentation de la population, en terme de plan de circulation, en terme d'équipements publics existants, mais également les nouveaux besoins qui vont en découler. Je pense notamment à la saturation du groupe scolaire des Grands Crus qui sera directement impacté par le projet des Vergers du Sud, mais également le groupe scolaire Ferry par l'orientation d'aménagement et de programmation dite OAP, envisagée le long de l'avenue Roland CARRAZ.

Sur le volet des placements, une réflexion sur le désengorgement de la rocade aurait été la bienvenue dans le cadre du PLUi-HD tout comme la construction de nouveaux parking-relais pour inciter davantage les habitants à délaisser leur véhicule personnel au profit des transports en commun. Et je reprends bien votre observation que vous aviez faite lors d'un précédent conseil municipal où vous aviez énoncé que 37 000 véhicules entraient chaque jour dans la Métropole.

Ce soir, il s'agit donc de donner un avis favorable au projet de PLUi-HD tel qu'il a été arrêté en décembre dernier par le Conseil métropolitain, je le souligne, il ne s'agit pas du vote sur le projet définitif qui a vocation à être amendé suite à l'enquête publique avant d'être représenté. C'est la raison pour laquelle nous donnons un avis favorable avec M. ESMONIN, en espérant que des évolutions seront présentées, notamment via l'enquête publique qui va commencer dans les prochains mois.

T. FALCONNET – Oui, Mme RICHARD, vous avez raison de préciser les choses, il me semblait que j'avais été clair en disant qu'on était dans la phase finale de l'élaboration du PLUi-HD, c'est-à-dire le travail des services, le travail en collaboration entre les communes et les services de Dijon Métropole. Bien entendu, il y a toute l'enquête publique et toute la

consultation des personnes publiques associées, d'ailleurs qui a déjà commencé et à laquelle j'ai pu participer et à laquelle les élus municipaux ont été associés. Je rappelle aussi les journées métropolitaines auxquelles le Président REBSAMEN nous a invités à plusieurs reprises.

C'est un beau document, effectivement. J'aurais pu l'amener, mais le problème, c'est que c'est plusieurs tomes, c'est plusieurs kilos de papier, j'avais même posé la question de savoir si on n'aurait pas pu éviter de tirer tous ces documents sous format papier, mais justement pour la consultation, il faut que ce soit fait ainsi.

Et vous avez raison également de le souligner : c'est l'avenir de notre ville dans la Métropole qui est conditionné par la réalisation ou pas des objectifs de ce PLUi-HD. Je rappelle, quand même, que la rocade c'est encore le conseil départemental. Je suis désolé de le dire, avant qu'elle ne soit transférée à Dijon Métropole, c'est encore une voirie départementale, de la même manière que l'avenue Roland CARRAZ est aussi une voirie départementale et...

Propos inaudibles de M. MICHEL, le micro n'étant pas allumé.

T. FALCONNET – Oui, oui, M. MICHEL. D'ailleurs, j'ai écrit au Président SAUVADET pour lui demander avant le transfert qu'un certain nombre de travaux soient effectués. Je vous ai envoyé copie de ce document comme je l'ai envoyé à Mme TISSERANDOT, et malheureusement, c'est aussi une fin de non recevoir.

Je dois vous demander si vous êtes d'accord pour émettre un avis favorable sur ce projet de PLUi-HD ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie. À l'unanimité, le Conseil municipal de Chenôve vient d'émettre un nouvel avis positif sur le PLUi-HD.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

29 POUR

CULTURE

5 - ACCÈS À LA CULTURE. AUTORISATION DE SIGNATURE DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA VILLE DE CHENÔVE ET L'INSTITUT MÉDICO-ÉDUCATIF DES PUPILLES DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC DU CENTRE DE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ (P.E.P C.B.F.C)

Née le 25 mai 1916, l'Œuvre des Pupilles de l'école publique (P.E.P) de la Côte-d'Or se donnait historiquement pour mission première l'éducation et le soin aux orphelins de la Grande Guerre. Membre d'une fédération nationale, reconnue d'utilité publique depuis 1919, et regroupant l'ensemble des associations départementales, les établissements et services P.E.P de la Côte-d'Or mettent en œuvre au quotidien les valeurs républicaines de solidarité, de laïcité et de dignité de la personne.

En Côte-d'Or, elle développe un fort partenariat avec les collectivités territoriales et de nombreux services de l'État pour constituer aujourd'hui un espace de solidarité au service de plusieurs milliers d'enfants, d'adolescents et d'adultes handicapés ou en difficulté.

Dans le domaine social, médico-social, les P.E.P de la Côte-d'Or Bourgogne Franche-Comté (C.B.F.C) gèrent et animent sur le département des établissements et services spécialisés dans l'accueil d'élèves handicapés ou confiés par l'aide sociale à l'enfance dans le cadre de la protection de l'enfance et également des structures d'aide par le travail d'adultes porteurs de handicap.

L'institut Médico-éducatif (I.M.E) P.E.P - Service d'Education spéciale et de soins à domicile Côte d'or Bourgogne Franche-Comté (I.M.E P.E.P C.B.F.C) accueille, sur proposition de la Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées, des jeunes de 3 à 20 ans présentant une déficience intellectuelle légère ou moyenne avec troubles associés qui influe sur leurs capacités d'apprentissage scolaire et d'adaptation sociale.

L'I.M.E P.E.P C.B.F.C propose un parcours individualisé s'appuyant sur plusieurs types d'accompagnements : pédagogique, médical, professionnel, éducatif et culturel, élaboré avec le jeune et sa famille en établissement ou à domicile. La culture est un réel espace de valorisation et de soutien auprès des bénéficiaires. L'I.M.E P.E.P C.B.F.C exprime le besoin de proposer une offre culturelle à son public, s'engage à accompagner les jeunes sur des actions et projets préalablement identifiés.

La Ville de Chenôve accorde une place importante au développement de l'accès à la culture dans sa politique municipale, souhaite ouvrir les portes de ses équipements culturels au plus grand nombre. Elle s'engage donc, à travers cette convention de partenariat, à mettre en place un dispositif d'accueil particulier dans les établissements dont la Direction des Affaires Culturelles a la charge, conformément aux objectifs suivants :

- Faciliter et renforcer l'accès aux lieux et aux événements culturels de Chenôve,
- Favoriser la rencontre des oeuvres et des artistes,
- Encourager les pratiques culturelles des habitants de Chenôve, particulièrement des plus précaires,
- Créer une dynamique valorisante et émancipatrice au bénéfice de populations éloignées de l'offre culturelle et en situation de précarité et d'exclusion.

En application de la délibération du 28 mai 2018 relative à la grille tarifaire de la saison 2018-2019, cette convention permettra aux personnes accueillies dans les établissements l'I.M.E P.E.P C.B.F.C et accompagnées par des professionnels, dans le cadre de sorties programmées, de bénéficier du tarif solidaire sur les spectacles qu'elle produit.

Il est donc proposé au Conseil municipal d'engager un partenariat dynamique au bénéfice des patients de L'I.M.E P.E.P C.B.F.C pour leur permettre d'accéder à l'offre culturelle de la

ville de Chenôve et de garantir une information régulière et de faciliter la sortie culturelle sur la durée.

Vu le projet de convention de partenariat joint en annexe,

Vu l'avis de la commission Solidarité, Tranquillité publique, Cohésion sociale et urbaine, et Citoyenneté en date du 22 janvier 2019,

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 24 janvier 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de partenariat entre la ville de Chenôve et l'I.M.E P.E.P C.B.F.C ;

ARTICLE 2 : Plus généralement, de mandater Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

T. FALCONNET – Mme CROS, vous avez la parole sur des délibérations culturelles. Je vous en prie.

M-P. CROS – Merci, M. le Maire. Si vous le permettez je vais faire une petite introduction.

Ici, à Chenôve, dans une municipalité façonnée depuis 40 ans par la Politique de la Ville, nous avons fait de la culture un puissant vecteur de cohésion sociale et un outil accessible et éclectique de diffusion de la citoyenneté sur notre territoire.

Ce caractère « accessible et éclectique », que nous avons su cultiver au fil des années et au fil des saisons culturelles, se retrouve cette année encore dans le budget de la culture que nous avons construit avec exigence et ambition autour d'un projet animé par l'émancipation et l'accès pour tous à la culture.

Exigence dans la programmation des dépenses, fruit d'un réel travail de recherches de financements complémentaires et de prospections, ainsi que dans le suivi de la masse salariale.

Ambition artistique, en maintenant une programmation de qualité.

Ambition éducative, avec la signature le 23 janvier dernier du Contrat Territoire Lecture en présence de la Directrice Régionale des Affaires Culturelles, à travers également l'action du Conservatoire et des orchestres à l'école ; avec, enfin, la première étape décisive vers la réhabilitation et l'extension de la bibliothèque François Mitterrand.

Ambitions partagées avec le tissu associatif de Chenôve en traduisant le soutien aux associations de Chenôve par la mise en œuvre de conventions pluriannuelles d'objectifs et de moyens, je pense à la Musique Municipale et Figures de Style.

Ambition citoyenne en traduisant la réalisation de la Marianne proposée par l'artiste Don Mattéo dont le scrutin a mobilisé plus de 2000 votants.

Pour favoriser l'accès à la culture de tous les publics, nous avons signé des conventions avec des associations et des structures reconnues dans le domaine de la solidarité et du lien social telles que le Secours Populaire, la Croix Rouge, le Foyer du Mail, l'ACODEGE, Très d'Union, entre autres. Ce soir, nous vous proposons d'autoriser à travers la délibération en point 5 de l'ordre du jour, la signature de la convention entre la ville et l'Institut médico-éducatif des Pupilles de l'Enseignement Public du Centre de Bourgogne Franche Comté.

L'année culturelle chenevelière s'appuie sur des moments forts et fédérateurs qui rassemblent tous les habitants de notre ville mosaïque. Le Carnaval de Chenôve en est un.

Cet évènement qui réunit petits et grands est organisé par un collectif associatif lié à la ville par une convention que je vous propose d'adopter conformément à la délibération inscrite en point 6 de l'ordre du jour. On ne peut que se réjouir du retour de cet événement festif et populaire à l'image de notre ville !

Enfin, nous terminerons cet examen des délibérations que je vous présente ce soir par une délibération plus technique concernant la modification de la grille de rémunération des intermittents du spectacle suite à la mise en place récente du prélèvement à la source.

Lecture de la délibération par Marie-Paule CROS.

M. Dominique MICHEL s'est absenté de la salle lors du débat et ne sera pas présent au moment du vote de la délibération.

T. FALCONNET – Merci, Mme CROS. C'est l'ouverture à de nouveaux publics. Y a-t-il des demandes d'intervention sur ce point ? Je n'en vois pas donc je mets aux voix. Qui est contre cette délibération ? Qui s'abstient ? Je vous remercie. Elle est adoptée à l'unanimité.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

28 POUR

1 NE PREND PAS PART AU VOTE :

M. MICHEL

6 - AUTORISATION DE SIGNATURE DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA VILLE DE CHENÔVE ET LE COLLECTIF CARNAVAL

Événement majeur de la vie culturelle et associative de Chenôve, le carnaval est organisé par un collectif d'associations et de bénévoles.

Dans ce cadre, plusieurs conventions successives de partenariat ont été signées, dont la dernière a pris fin au 31 décembre 2017. En 2018, le collectif Carnaval avait fait part à la commune de Chenôve de son souhait d'annuler cette édition du carnaval pour permettre l'émergence d'une nouvelle équipe de bénévoles et la redéfinition du projet. Une cavalcade fut proposée sur le Mail, le 15 avril 2018. A l'issue de cette édition, un nouveau bureau a été constitué autour du nouveau président de l'association : Monsieur Axel SARROT.

L'édition 2019 se déroulera le dimanche 31 mars après-midi et animera le centre-ville de Chenôve, entre l'esplanade de la République et la place Coluche.

Pour permettre le bon déroulement de cette manifestation, le collectif Carnaval sollicite une subvention de 4 300 €. Cette somme, qui est inscrite au Budget primitif 2019 correspond au montant alloué lors des précédentes éditions.

La convention de partenariat, ci-annexée, fixe non seulement le montant et les conditions de versement de la subvention, mais précise également les modalités d'accompagnement du collectif Carnaval par la commune de Chenôve.

Outre un appui administratif sur l'organisation des comités de pilotage, techniques et de suivi balisant l'élaboration du projet, la commune de Chenôve met à disposition des moyens humains et logistiques, met en œuvre les dispositifs réglementaires liés à la sécurisation de la manifestation et prend en charge la communication.

Vu le projet de convention joint en annexe,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 23 janvier 2019,

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 24 janvier 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de partenariat 2019 avec le Collectif Carnaval aux conditions exposées, prévoyant notamment une subvention de 4 300 €,

ARTICLE 2 : Plus généralement, de mandater Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Lecture de la délibération par Marie-Paule CROS.

T. FALCONNET – Oui, Mme CROS. Nous sommes très heureux du retour du carnaval à Chenôve par le collectif Carnaval qui renaît de ses cendres.

Y a-t-il des demandes d'intervention sur cette subvention au collectif Carnaval ? Je le rappelle c'est bien une association qui mène la préparation du carnaval, c'est une initiative

associative. Pas d'intervention ? Je mets aux voix. Qui est contre? Qui s'abstient ? Je vous remercie. Elle est adoptée à l'unanimité.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

29 POUR

7 - MODIFICATION DE LA GRILLE DE RÉMUNÉRATION DES INTERMITTENTS DU SPECTACLE AVEC LA MISE EN PLACE DU PRÉLÈVEMENT À LA SOURCE

Par délibération du Conseil municipal en date du 27 juin 2016, il a été décidé d'autoriser le recours au contrat à durée déterminé dit d'usage (CDDU ou « Intermittents du spectacle ») pour l'organisation technique des manifestations culturelles de la ville de Chenôve et de fixer, par souci de transparence et d'équité, un montant de rémunération nette pour chaque catégorie d'intervenants spécialisés, professionnels du spectacle vivant.

Pour tenir compte de la mise en place du prélèvement à la source au 1^{er} janvier 2019 et de la fluctuation des taux de cotisations et de contributions sociales, il apparaît nécessaire de raisonner en montants bruts de rémunérations, et non en montants nets.

Les équivalences de rémunérations brutes de l'heure indiquées dans la tableau ci-dessous ont été calculées au plus proche de ce qui était appliqué en rémunérations nettes sachant que le taux de prélèvement à la source peut varier selon la situation de l'intéressé.

| Type d'intervenants | Rémunération nette de l'heure (avant prélèvement à la source) | Rémunération brute de l'heure |
|------------------------------------------|------------------------------------------------------------------|-------------------------------|
| Assistant technique | 9,70 € | 12,80 € |
| Technicien son / lumière / vidéo (H/F) | 12,50 € | 16,50 € |
| Technicien plateau (H/F) | 12,50 € | 16,50 € |
| Costumier / maquilleur / habilleur (H/F) | 12,50 € | 16,50 € |
| Régisseur son / lumière / plateau (H/F) | 14,50 € | 19,00 € |
| Régisseur (H/F) | 22,00 € | 28,00 € |

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 23 janvier 2019,

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 24 janvier 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'approuver les montants de rémunérations brutes des intermittents du spectacle, tels que précisés dans le tableau ci-dessus, tout en conservant les autres modalités de recrutement qui fait application de la convention collective des entreprises artistiques et culturelles (CCNEAC),

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

T. FALCONNET – Mme CROS, sur les intermittents du spectacle.

M.-P. CROS – Effectivement, un point très technique.

Lecture de la délibération par Marie-Paule CROS.

T. FALCONNET – Merci Mme CROS. C'est effectivement une délibération très technique. Y a-t-il des demandes d'intervention sur ce point ? Je n'en vois pas. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie. Cette délibération est adoptée à l'unanimité.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
29 POUR

SOLIDARITE

8 - RÉSEAU FRANCOPHONE DES VILLES AMIES DES ÂÎNÉS – AUTORISATION D'ADHÉRER À L'ASSOCIATION

La commune de Chenôve et son Centre Communal d'Action Sociale ont conduit en 2018 une analyse des besoins sociaux sur le territoire.

Il ressort de cette analyse que 23 % de la population de Chenôve est aujourd'hui âgée de plus de 60 ans. Selon les projections, cette proportion devrait atteindre 32 % d'ici 2029.

Cette étude a permis de prendre conscience des enjeux concernant la population âgée, à savoir la nécessité d'anticiper les conséquences du vieillissement de la population, de soutenir les seniors les plus fragiles, de prendre en compte les besoins des jeunes retraités et de valoriser cette population ressource.

Face à la nécessité pour les villes de s'interroger sur le vieillissement de leur population est née l'initiative mondiale des Villes amies des aînés, lancée en 2006 par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS). L'objectif poursuivi est d'adapter les territoires à une population vieillissante pour permettre d'améliorer ses conditions de vie et d'épanouissement.

L'association internationale Réseau Francophone des Villes Amies des Aînés, sans but lucratif, a pour but de favoriser les échanges d'informations et de bonnes pratiques entre les villes adhérentes et créer ainsi les conditions d'une meilleure adaptation de la ville aux aînés.

L'adhésion et la participation à ce réseau permettrait à la ville de Chenôve de :

- Être soutenu dans le déploiement de sa politique envers les aînés,
- Construire un territoire bienveillant à l'égard de tous les âges,
- Apprendre à penser l'environnement social et l'environnement bâti en lien avec les spécificités des différentes générations,
- Être mieux préparé aux défis de la longévité,
- Disposer d'informations de qualité,
- Bénéficier de conseils pour structurer une dynamique Villes amies des aînés,
- Identifier les ressources de notre territoire qui favorisent le vieillissement actif et heureux,
- Se former à la mise en œuvre de la démarche participative avec les habitants âgés,
- Échanger et faire connaître les bonnes pratiques,
- Être reconnu dans nos actions et notre engagement pour mieux adapter le territoire au vieillissement,
- Être valorisé et rayonner dans toute la France et au-delà,
- Se fédérer pour être force de proposition auprès des pouvoirs publics.

Pour 2019, le montant de la cotisation annuelle dont la Ville de Chenôve devra s'acquitter en cas d'adhésion est fixé à 290 € .

En cas d'adhésion, il est proposé de désigner Madame Caroline CARLIER, Conseillère Municipale déléguée à la Politique de l'Âge et à la Santé en tant que titulaire ainsi que Madame Christiane JACQUOT, Adjointe à la Solidarité, en tant que suppléante, pour représenter la Ville de Chenôve au sein de l'association Réseau Francophone des Villes Amies des Aînés.

Vu les statuts de l'association Réseau Francophone des Villes Amies des Aînés annexés à la présente délibération,

Vu l'avis de la commission Solidarité, Tranquillité publique, Cohésion sociale et urbaine, et Citoyenneté en date du 22 janvier 2019,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 23 janvier 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à adhérer à l'association « Réseau Francophone des Villes Amies des Aînés » conformément aux conditions exposées,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

T. FALCONNET – Mme JACQUOT va nous présenter un beau rapport sur le réseau Francophone des villes amies des aînés,

C. JACQUOT – Merci, M. le Maire. Je vais présenter le rapport, mais je vais faire une petite introduction qui va reprendre les termes du rapport.

Chenôve se préoccupe de ses aînés. Et ses aînés le lui rendent bien : 73% en sont satisfaits selon les résultats de la consultation menée fin 2018 par la ville.

Pour nos aînés, nous devons donc continuer d'être à la hauteur des enjeux actuels et futurs. Car, au regard des résultats de l'analyse des besoins sociaux, le temps faisant et l'espérance de vie s'élevant, les Cheneveliers sont de plus en plus vieillissants, et les aînés seront de plus en plus nombreux : ils représentent 23 % de la population de la ville aujourd'hui, ils seront 32 % d'ici 10 ans.

C'est pourquoi l'équipe municipale avec le CCAS, grâce au travail des agents et cadres que je remercie tout particulièrement, a décidé d'œuvrer dans ce sens, c'est à dire poursuivre la concrétisation d'une véritable et d'une solide politique de l'âge, une politique dynamique, éayante, et prévoyante qui permet de répondre au mieux à une réalité grandissante.

Notre adhésion au réseau francophone des « Villes amies des aînés » permettra de consolider cette démarche : devenir « Ville amie des aînés », c'est adhérer à un réseau pour connaître les expériences d'autres villes à ce sujet, échanger sur les bonnes pratiques, identifier nos ressources, se former, etc... et donc, forts de ces alliances, envisager avec nos aînés, de manière participative, un Chenôve adapté à l'évolution de sa pyramide des âges car ce sont nos aînés qui connaissent le mieux leurs besoins au quotidien. À moyen terme, nous pourrions ainsi le faire de manière encore plus efficace dans différents domaines (l'ergonomie de la ville, ou l'habitat des seniors pour lequel nous travaillions déjà), et dans différents champs (préservation de l'autonomie, mais aussi anticipation de la dépendance, prévention santé...).

Je dirai qu'une fois de plus, Monsieur le Maire, nous nous inscrivons dans la volonté de développer notre démarche participative, la marque de notre mandat municipal.

Plus spécifiquement, concernant cette démarche, elle s'inscrit dans une dynamique internationale car elle est reconnue par l'Organisation mondiale de la santé qui en a été à l'origine.

La cotisation au réseau est minime, puisqu'elle s'élève à 290 euros. Vous proposez, Monsieur le Maire, que la ville soit représentée par Madame Carlier, conseillère municipale déléguée à la santé et à la politique de l'âge, absente ce soir, et moi-même en tant que suppléante, dans les instances de ce réseau. Nous vous remercions de votre confiance.

Lecture de la délibération par Christiane JACQUOT.

T. FALCONNET – Merci, Mme JACQUOT pour cette délibération. Y a-t-il des demandes d'intervention sur cette adhésion au réseau francophone des Villes amies des aînés ? Je n'en vois pas, donc je mets aux voix ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci de cette belle unanimité.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

29 POUR

ADMINISTRATION GENERALE**9 - DÉLÉGATIONS DE POUVOIRS À MONSIEUR LE MAIRE PAR LE CONSEIL MUNICIPAL**

Vu les articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales,
Vu la délibération n°62 du Conseil Municipal du 28 septembre 2015 portant délégation de pouvoirs au Maire,
Vu la délibération n°24 du Conseil Municipal du 21 mars 2016 portant modification technique de la délibération n°62 du 28 septembre 2015,

Vu le tableau joint en annexe,

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE UNIQUE : De prendre acte des décisions présentées dans le tableau ci-après annexé.

T. FALCONNET – Avant d'aborder les délégations de pouvoir que vous avez bien voulu me donner, je voudrais juste vous donner une information concernant une question qui a été posée tout à l'heure sur l'augmentation des frais de réception, je n'ai pas répondu à Mme RICHARD. Les 9 000 €, c'est un transfert d'inscriptions budgétaires, ces deux lignes qui étaient jusqu'alors inscrites au budget des Affaires générales pour la fête des bénévoles et Noël solidaire sur le budget Cabinet, ont été transférées dans le budget fêtes et cérémonies. Ce n'est pas une augmentation des frais de fêtes et cérémonies, c'est un transfert de deux chapitres budgétaires. Dans « fêtes et cérémonies », c'était plus conforme à l'esprit de ces deux manifestations.

Délégations de pouvoirs, vous avez la liste. Y a-t-il des demandes d'intervention ? Des remarques à faire sur les délégations que vous avez bien voulu me confier ? Je n'en vois pas, donc vous prenez acte que je vous ai présenté ces décisions. Je vous en remercie.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, PREND ACTE.

10 - AVIS SUR LA CRÉATION D'UNE CHAMBRE FUNÉRAIRE SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE

La Ville de Chenôve est saisie par M. le Préfet de la Côte-d'Or d'une demande de création d'une chambre funéraire sur le territoire de la commune, parcelle cadastrée AT 17, sise 21 rue Jean Moulin, formulée par la SARL Pompes Funèbres Dijonnaise Marbrerie.

Conformément à la réglementation en vigueur, le conseil municipal doit se prononcer sur cette demande sachant que l'autorisation ne peut être refusée par M. le Préfet qu'en cas d'atteinte à l'ordre public ou de danger pour la salubrité publique.

Le projet présenté prévoit la création d'un bâtiment, après démolition de l'existant, regroupant deux activités distinctes, une activité marbrerie et une activité funérarium.

Concernant la chambre funéraire d'une superficie de 140,66 m² dont 84,66 m² accessibles au public, celle-ci comprendrait :

- un espace d'accueil et des sanitaires accessibles aux personnes à mobilité réduite de 29,18 m²,
- trois salons de présentation des corps : 1 salon de 19,19 m², 1 salon de 16,24 m² et 1 salon de 20,05 m²,
- un salon de préparation (locaux techniques) de 20,48 m² avec cellules réfrigérées 4 corps,
- un local vestiaires / sanitaires pour le personnel de 4,27 m²,
- un garage de 31,25 m² pour le déchargement des corps à l'abri des regards.

Le projet prévoit également la création de 8 places de parking, dont une réservée aux personnes à mobilité réduite.

Les horaires d'ouverture au public pour les visites seraient :

- du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 18h
- le samedi de 9h à 12h
- par digicode 24h/24 et 7j/7

L'ouverture de la chambre funéraire est envisagée pour fin 2019.

Il convient de souligner qu'à ce jour il n'y a pas de chambre funéraire en activité sur le territoire de la commune.

Vu l'article R.2223-74 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le dossier relatif à la création d'une chambre funéraire joint en annexe de la présente délibération,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 23 janvier 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'émettre, conformément à l'exposé ci-dessus, un avis favorable à l'implantation d'une chambre funéraire sur le territoire de la commune .

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes les démarches et formalités nécessaires à l'application de la présente.

T. FALCONNET - Mme POPARD pour un dossier important pour Chenôve, un avis sur la création d'une chambre funéraire sur le territoire de la commune. Vous avez la parole.

B. POPARD - Merci, M. le Maire.

Lecture de la délibération par Brigitte POPARD.

T. FALCONNET – Merci, Mme POPARD. Voilà, c'est une offre nouvelle de service sur le territoire de la commune. Y a-t-il des demandes d'intervention sur ce point ? Je n'en vois pas. Qui est contre un avis positif donné à cette création de cette chambre funéraire ? Qui s'abstient ? Je vous remercie. C'est adopté à l'unanimité. Et ça passe en CODERST demain matin. J'aurais tout juste le temps de signer la délibération avant qu'elle ne soit transmise en Préfecture.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

29 POUR

COHESION SOCIALE ET URBAINE

11 - SECTEUR SAINT-EXUPERY – APPROBATION DU COMPTE-RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ (CRAC) AU 30 JUIN 2018

Il est rappelé que la Ville de Chenôve a confié à la Société Publique Locale "Aménagement de l'Agglomération Dijonnaise" (SPLAAD) le portage immobilier, la gestion et l'exploitation d'un ensemble commercial existant et les prestations de services en matières d'études prospectives sur le secteur « Saint-Exupéry » par voie de convention de prestations intégrées signée le 28 juin 2013.

En application de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme, conformément à l'article 14 de la convention de prestations intégrées, la SPLAAD a adressé le 29 novembre 2018 à la collectivité le compte de résultat prévisionnel de l'opération arrêté au 30 juin 2018 pour examen et approbation.

Approuvé par le conseil d'administration de la SPLAAD du 26 novembre 2018, le compte de résultat prévisionnel annexé à la présente délibération comprend notamment :

- le programme physique de l'opération,
- une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation au cours de l'exercice écoulé,
- l'état des dépenses et recettes prévisionnelles ,
- l'état prévisionnel de trésorerie.

Le montant global de l'opération « Secteur Saint-Exupéry » s'élève à 5.048.016 € HT soit une diminution de 128.745 € HT par rapport à l'exercice précédent.

En dépenses, cette évolution est notamment due à :

- l'actualisation du poste « études générales »,
- la maîtrise du coût des évictions et des transferts des commerçants,
- la diminution des frais financiers compte tenu des avances versées par la collectivité.

En recettes, cette évolution est notamment due :

- à l'augmentation des produits financiers,
- à la diminution de la participation de la collectivité à l'équilibre global de l'opération.

L'examen du compte de résultat prévisionnel arrêté au 30 juin 2018 montre que l'opération est globalement maîtrisée avec une participation de la collectivité s'élevant à 2.002.805 € HT soit une diminution de 174.081 € HT par rapport à l'exercice précédent.

Considérant le présent exposé,

Vu l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme,

Vu le compte de résultat prévisionnel couvrant la période du 1er juillet 2017 au 30 juin 2018,

Vu l'avis de la commission Solidarité, Tranquillité publique, Cohésion sociale et urbaine, et Citoyenneté en date du 22 janvier 2019,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 23 janvier 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE UNIQUE : D'approuver le compte de résultat prévisionnel de la CPI « Saint Exupéry » arrêté au 30 juin 2018.

T. FALCONNET – Nous avons quatre délibérations qui sont relatives aux opérations Saint-Exupéry et Centralité. Je vais vous faire une présentation groupée des choses, et puis, si vous souhaitez prendre la parole à l'issue de cette présentation. Ensuite, on passera aux votes de ces délibérations. D'abord sur l'opération Saint-Exupéry...

Lecture de la délibération par M. le Maire.

T. FALCONNET – Y a-t-il des demandes d'intervention sur cette délibération spécifiquement ? Je n'en vois pas, donc je mets aux voix. Qui est contre l'approbation de ce compte-rendu d'opérations ? Qui s'abstient ? Je vous remercie, elle est adoptée à l'unanimité.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
29 POUR

12 - SECTEUR SAINT-EXUPERY – AVENANT N°1 RELATIF À L'ÉVOLUTION DE LA PARTICIPATION FINANCIÈRE DE LA COLLECTIVITÉ À L'OPÉRATION AU TITRE DE LA SUBVENTION GLOBALE

Il est rappelé que la Ville de Chenôve a confié à la Société Publique Locale "Aménagement de l'Agglomération Dijonnaise" (SPLAAD) le portage immobilier, la gestion et l'exploitation d'un ensemble commercial existant et les prestations de services en matières d'étude prospectives sur le secteur « Saint-Exupéry » par voie de convention de prestations intégrées signées le 28 juin 2013.

Suite à l'approbation du compte-rendu financier annuel présenté par l'aménageur à la collectivité et en application des dispositions de la loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbains (SRU), il est proposé de régulariser un avenant n°1 à la convention pour prendre en compte la diminution de la participation financière de la collectivité d'un montant de 174.080 € HT à l'opération au titre de la subvention globale.

Vu le projet d'avenant n°1 joint en annexe,

Vu l'avis de la commission Solidarité, Tranquillité publique, Cohésion sociale et urbaine, et Citoyenneté en date du 22 janvier 2019,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 23 janvier 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à signer l'avenant n°1 à la convention de prestations intégrées fixant les conditions particulières d'intervention de la SPLAAD pour la Ville de Chenôve dans le cadre de l'opération de restructuration du secteur « Saint Exupéry » conformément aux conditions exposées,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

T. FALCONNET – Nous allons maintenant vous proposer d'adopter un avenant n° 1.

Lecture de la délibération par M. le Maire.

T. FALCONNET – Y a-t-il des demandes d'intervention sur cette délibération spécifique ? Je n'en vois pas. Je la mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie, elle est adoptée à l'unanimité.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
29 POUR

13 - OPÉRATION "CENTRALITÉ" – APPROBATION DU COMPTE-RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ (CRAC) ARRÊTÉ AU 30 JUIN 2018

Il est rappelé que la Ville de Chenôve a confié à la Société Publique Locale "Aménagement de l'Agglomération Dijonnaise" (SPLAAD) l'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) « Centre-Ville » par voie de convention de prestations intégrées portant concession d'aménagement signée le 16 décembre 2009.

Par délibération du 6 novembre 2017, la Ville de Chenôve a décidé d'intégrer le secteur Saint-Exupéry à la concession d'aménagement « ZAC Centre-Ville », devenant ainsi une opération d'aménagement globale dite « Centralité ».

En application de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme et conformément à l'article 17 de la convention de concession d'aménagement, la SPLAAD a adressé le 29 novembre 2018 à la collectivité le compte de résultat prévisionnel de l'opération « Centralité » arrêté au 30 juin 2018 pour examen et approbation.

Approuvé par le conseil d'administration de la SPLAAD du 26 novembre 2018, le compte de résultat prévisionnel annexé à la présente délibération comprend notamment :

- le programme physique de l'opération,
- une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation au cours de l'exercice écoulé,
- l'état des dépenses et recettes prévisionnelles,
- l'état prévisionnel de trésorerie.

Le montant global de l'opération « Centralité » s'élève à 15.736.024 €HT soit une augmentation de 1.108.014 € HT par rapport à l'exercice précédent.

En dépenses, cette évolution est notamment due à l'intégration dans l'opération :

- des coûts de désamiantage et de démolition du Centre Commercial Saint-Exupéry,
- des coûts d'études et d'indemnités relatifs à la consultation d'une maîtrise d'œuvre urbaine pour le réaménagement de la dalle du Centre Commercial.

En recettes, cette évolution est notamment due à :

- l'augmentation des produits financiers,
- l'augmentation de la participation de la collectivité.

L'examen du compte-rendu annuel montre que la participation prévisionnelle de la collectivité s'élève à 4.311.310 € HT soit une augmentation de 1.093.212 € par rapport à l'exercice précédent du fait de l'intégration de la démolition du centre commercial dans l'opération.

Considérant le présent exposé,

Vu l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme,

Vu le compte de résultat prévisionnel couvrant la période du 1er juillet 2017 au 30 juin 2018,

Vu l'avis de la commission Solidarité, Tranquillité publique, Cohésion sociale et urbaine, et Citoyenneté en date du 22 janvier 2019,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 23 janvier 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE UNIQUE : D'approuver le compte de résultat prévisionnel de l'opération « Centralité » arrêté au 30 juin 2018.

Lecture de la délibération par M. le Maire.

T. FALCONNET – Y a-t-il des demandes d'intervention sur cette délibération ? Je n'en vois pas. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie, elle est adoptée à l'unanimité.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
29 POUR

14 - OPÉRATION "CENTRALITÉ" – AVENANT N°8 RELATIF À L'ÉVOLUTION DE LA PARTICIPATION FINANCIÈRE DE LA COLLECTIVITÉ À L'OPÉRATION AU TITRE DE LA SUBVENTION GLOBALE

Il est rappelé que, par délibération en date du 28 septembre 2009, la Ville de Chenôve a confié à la Société Publique Locale "Aménagement de l'Agglomération Dijonnaise" (SPLAAD) la réalisation de l'opération d'aménagement « ZAC Centre-Ville » par voie de convention de prestations intégrées portant concession d'aménagement.

Par délibération du 6 novembre 2017, la Ville de Chenôve a décidé d'intégrer le secteur Saint-Exupéry à la concession d'aménagement « ZAC Centre-Ville », devenant ainsi une opération d'aménagement globale dite « Centralité ».

Suite à l'approbation du compte-rendu financier annuel présenté par l'aménageur à la collectivité et en application des dispositions de la loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbains (SRU), il est proposé de signer un avenant n°8 à la convention pour prendre en compte l'augmentation de la participation financière de la collectivité d'un montant 1.093.212 € HT à l'opération au titre de la subvention globale.

Vu le projet d'avenant n°8 joint en annexe,

Vu l'avis de la commission Solidarité, Tranquillité publique, Cohésion sociale et urbaine, et Citoyenneté en date du 22 janvier 2019,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 23 janvier 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à signer l'avenant n°8 à la convention de prestations intégrées pour la mise en œuvre de l'opération d'aménagement « Centralité » conformément aux conditions exposées,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Lecture de la délibération par M. le Maire.

T. FALCONNET – Y a-t-il des demandes d'intervention sur cette délibération ? Je n'en vois pas. Je la mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie, elle est adoptée à l'unanimité.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

29 POUR

15 - BAIL RURAL POUR TROIS PARCELLES FONCIÈRES EN VALENDON À VOCATION VITICOLE – AUTORISATION DE SIGNATURE

Compte tenu des contraintes de gestion des vignes communales (d'une superficie de 2 000 m²) situées dans l'enceinte de la ferme à l'école et des perspectives d'évolution de la réglementation sur les lieux d'accueil du public, la collectivité envisage d'arracher ces vignes. Les droits d'exploitation de ces vignes pourraient être transférés sur trois parcelles communales « En Valendon » (cadastrées section AA n°72, n°73, n°74) qui n'étaient pas mises en valeur jusqu'à présent et qui représentent une surface totale de 3.287 m².

La collectivité a fait appel à la Société d'Aménagement Foncier et d'Établissement Rural (SAFER) afin d'identifier un fermier à qui serait confiée la gestion des vignes plantées sur les parcelles « En Valendon ». À l'issue d'un comité technique qui s'est tenu le 9 novembre 2018, la SAFER a proposé à la collectivité de retenir M. Manuel OLIVIER (Société Civile d'Exploitation Agricole Domaine du Tumulus), viticulteur à Nuits-Saint-Georges (7 rue des Grandes Vignes – Hameau de Corboin – 21700 Nuits-Saint-Georges).

Il est ainsi proposé d'autoriser la signature d'un bail rural de 18 ans avec la société représentée par son dirigeant, M. Manuel OLIVIER. Dans le cadre de ce bail, M. OLIVIER s'engagera à gérer ces vignes en réduisant l'impact sur l'environnement selon les principes de la certification « Haute Valeur Environnementale » (HVE).

Les frais liés à l'acte seront à la charge, pour moitié chacun, de la ville, bailleur, et de la SCEA représentée par M. OLIVIER, preneur.

Préalablement à l'acte notarié, il serait signée une promesse de prise à bail qui présente l'intérêt d'engager le preneur.

Il est précisé, que la collectivité prendra en charge la constitution du fonds (plantation des vignes) et versera au preneur, en contrepartie de ses interventions à ce titre, la somme de 16 500 € HT.

Le premier fermage est prévu 3 ans après la plantation. Celui-ci prendra la forme de 4 pièces de vin à l'hectare par an (soit un équivalent de 300 bouteilles). En cas d'intempéries impactant la récolte, le nombre de bouteilles pourra être réduit et le complément du fermage sera alors versé en numéraire.

Vu le plan joint en annexe,

Vu le projet de prise à bail joint en annexe,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 23 janvier 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser la mise en location sous forme de fermage des parcelles cadastrées section AA n°72, n°73, n°74 représentant une surface totale de 3.287 m², à la SCEA Domaine du TUMULUS, représentée par M. Manuel OLIVIER aux conditions exposées ci-dessus,

ARTICLE 2 : D'autoriser Monsieur le Maire à signer l'acte notarié à venir correspondant et tout acte préalable nécessaire afin d'engager les parties avant la signature de l'acte notarié,

ARTICLE 3 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

T. FALCONNET – M. BERNARD, vous allez prendre la parole sur deux délibérations ayant pour objet « la vigne et le vin ». M. BERNARD, vous avez la parole.

J-J. BERNARD – Merci, M. le Maire.

Lecture de la délibération par Jean-Jacques BERNARD.

T. FALCONNET – Merci, M. BERNARD, pour tout l'intérêt que vous avez porté à ce dossier. Nous replantons des vignes aux Valendons, c'est plutôt bien, même si nous devons arracher les vignes de la ferme à l'école qui nous posent de gros problèmes et qui, à terme, nous auraient posé de gros problèmes de cohabitation entre le traitement de la vigne et les enfants et les familles qui fréquentent ce lieu.

Y a-t-il des demandes d'intervention sur cette délibération ? Je n'en vois pas. Donc, dans quatre ans, nous aurons la possibilité de boire du vin des Valendons, et ce sera en côte de Dijon, appellation Bourgogne, mais ça fera partie de la côte de Dijon puisque la côte de Nuits commence au clos du Chapitre, je crois. Avec un vrai enjeu sur le clos du Chapitre qui pourrait passer en premier cru.

Je mets aux voix. Qui est contre cette délibération ? Qui s'abstient ? Je vous remercie, elle est adoptée à l'unanimité.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

29 POUR

16 - BAIL RURAL POUR UNE PARCELLE FONCIÈRE À MARSANNAY-LA-CÔTE – AUTORISATION DE SIGNATURE

Suite au départ à la retraite, en 2018, de M. Jean-Yves DROUIN, exploitant des vignes communales, il convient de trouver un repreneur pour leur gestion.

La collectivité a confié à la Société d'Aménagement Foncier et d'Établissement Rural (SAFER) le soin d'identifier le fermier à qui sera confiée la gestion des vignes communales situées sur la parcelle cadastrée section B n°2010 « Bas des Longeroies » à Marsannay-la-Côte, d'une superficie de 2.421 m². À l'issue du comité technique du 9 novembre 2018, la SAFER a proposé à la collectivité de retenir Mme Véronique TISSIER du Domaine DROUIN-TISSIER situé à Chenôve (7 impasse Henri Marc - 21300 Chenôve).

Il est ainsi proposé d'autoriser la signature d'un bail rural de 18 ans avec Mme Véronique TISSIER. Dans le cadre de ce bail, Mme TISSIER s'engagera à gérer ces vignes en réduisant les impacts sur l'environnement, selon les principes de la certification « Haute Valeur Environnementale » (HVE).

Les frais liés à l'acte seront à la charge pour moitié chacun, de la ville, bailleur, et de Mme Véronique TISSIER, preneur.

Préalablement à l'acte notarié, il serait signée une promesse de prise à bail qui présente l'intérêt d'engager le preneur.

Le fermage, qui sera touché dès 2019, prendra la forme de 4 pièces de vin à l'hectare par an (soit un équivalent de 220 bouteilles). En cas de d'intempéries impactant la récolte, le nombre de bouteilles pourra être réduit et le complément du fermage sera alors versé en numéraire.

Vu le plan joint en annexe,

Vu le projet de bail joint en annexe,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 23 janvier 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser la mise en location sous forme d'un fermage de la parcelle cadastrée section B n°2010 « Bas des Longeroies » représentant une surface de 2.421 m², à Mme Véronique TISSIER, aux conditions exposées ci-dessus,

ARTICLE 2 : D'autoriser Monsieur le Maire à signer l'acte notarié à venir correspondant et tout acte préalable nécessaire afin d'engager les parties avant la signature de l'acte notarié,

ARTICLE 3 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

T. FALCONNET – Deuxième parcelle, cette fois-ci, nous sommes sur Marsannay. M. BERNARD, vous avez la parole.

Lecture de la délibération par Jean-Jacques BERNARD.

T. FALCONNET – Merci, M. BERNARD. Y a-t-il des demandes d'intervention ? M. BERNARD.

J.-J. BERNARD – Une toute petite précision, M. le Maire. Les intérêts de la ville ont été préservés en confiant à la SAFER le soin de déterminer les fermiers à qui sera confié la gestion de ces vignes.

T. FALCONNET – C'est ça, il y a eu appel à manifestation d'intérêts et la SAFER nous a proposé des vigneron, comme ça les choses sont tout à fait claires.
Là, ça risque de passer en premier cru aussi les Longeroies, cela fait partie des possibilités. On voit que sur le vin cela provoque des discussions.
Y a-t-il des demandes d'intervention sur cette délibération ? Je n'en vois pas, donc qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
29 POUR

AMENAGEMENT

17 - CESSION DE L'ENSEMBLE IMMOBILIER SITUÉ 2-4 RUE MARSANNAY – AUTORISATION DE SIGNATURE

La commune de Chenôve a acquis le 12 décembre 2014, sur le fondement de l'intervention de l'Etablissement Public Foncier Local (EPFL) des Collectivités de Côte-d'Or, auquel elle a délégué son droit de préemption urbain, un ensemble immobilier sis 2 et 4 rue de Marsannay cadastré section AH n° 225 et AH n° 69.

Ce bien acquis au titre du volet thématique d'intervention « Habitat, logement social et recomposition urbaine » avait pour objectif la réalisation d'une opération d'habitat collectif.

Ce projet ayant été abandonné, cette propriété n'a plus d'utilité pour la commune. Par ailleurs, la cession de ce bien permettrait de réduire les frais de portage payés à l'EPFL.

Il est donc envisagé de vendre ce bien, étant précisé que les procédures requises au titre du droit de rétrocession du propriétaire initial puis de ses ayants droits ainsi que de l'acquéreur initial ont été menées à bien.

Aujourd'hui, la commune bénéficie d'une offre d'achat de 120 000 € présentée par Monsieur et Madame Fouad et Halima KHATYR.

Cette opération pourrait donc être consentie pour un montant de 120 000 €, légèrement supérieur à l'estimation de France Domaine.

Les frais liés à l'acte seraient à la charge de l'acquéreur.

Préalablement à l'acte notarié, il pourrait être signé un compromis de vente qui présente l'intérêt d'engager le vendeur, mais également l'acquéreur sous réserve d'éventuelle(s) condition(s) suspensive(s).

Conformément aux dispositions du règlement d'intervention de l'EPPFL et à la convention opérationnelle autorisée par le conseil municipal et signée le 12 décembre 2014, la rétrocession à la commune ne s'imposerait pas. L'EPFL céderait directement le bien aux acquéreurs.

Le différentiel entre le prix d'acquisition par l'EPFL pour le compte de la commune et le prix de cession aujourd'hui envisagé, serait remboursé par la commune à l'EPFL. L'EPFL autorisera par une prochaine délibération en date du 21 mars 2019 les modalités de la cession.

Cette opération serait donc consentie pour un montant total payable par la commune de 41 155 € (arrondis) correspondant au montant du différentiel augmenté des frais d'acte, de la participation aux frais de portage fixée à 2 % par an pendant 4 ans, puis à 3 % par an outre les impôts fonciers, soit :

- Montant du différentiel : 21 000 €
- Frais d'acte notarié : 2 844, 76 € arrondis à 2 845 €
- Frais de portage du 12 décembre 2014 au 12 décembre 2018 : 11 507,60 €
- Frais de portage du 13 décembre 2014 au 21 mars 2019 : 1 170,46 €
- Impôts : 4 631,78 €

Considérant les caractéristiques susvisées de l'opération qu'il importe de conclure dans les conditions les plus favorables pour la commune,

Considérant la prochaine délibération de l'EPFL à intervenir le 21 mars 2019,

Vu l'offre d'achat de Monsieur et Madame Fouad et Halima KHATYR en date du 30 octobre 2018,

Vu l'avis de France Domaine du 4 avril 2018,

Vu le plan joint en annexe,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 23 janvier 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser la cession de cette propriété désigné ci-dessus aux conditions exposées,

ARTICLE 2 : De mandater l'EPFL afin de signer l'acte notarié correspondant et tout acte préalable nécessaire afin d'engager les parties dès avant la signature de l'acte notarié,

ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Maire à procéder au paiement du montant de 41 155 € correspondant au différentiel de prix augmenté des frais et impôts tels que mentionnés ci-dessus,

ARTICLE 4 : Plus généralement, de mandater Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes démarches et formalités utiles à l'exécution de la présente délibération.

T. FALCONNET – M. RAILLARD va nous présenter une délibération sur la cession de l'ensemble immobilier situé 2-4 rue de Marsannay, en nous rappelant peut-être, M. RAILLARD, l'historique de ce dossier, si vous le voulez bien.

L. RAILLARD – Oui, tout à fait. Merci, M. le Maire. Effectivement, quelques points de rappel sur cette acquisition que nous avons confiée à l'EPFL pour le compte de la ville en décembre 2014, puisqu'à l'époque l'équipe municipale envisageait de construire un petit programme immobilier. À l'issue des différentes études architecturales, études de faisabilité urbaine, nous avons été mis devant le fait accompli, puisque aucun opérateur n'était intéressé par le site malgré que celui-ci avait été mis en vente sur plusieurs agences immobilières. Nous avons eu, fin 2018, une proposition d'achat de M. et Mme KHATYR pour un montant de 120 000 €. Certes, c'est un montant inférieur au prix auquel l'EPFL l'avait acquis en 2014, mais tout à l'heure notre collègue, Yves-Marie BRUGNOT, a parlé de bijoux de famille que l'on céderait, c'en est un. Donc suite à cette proposition d'achat, supérieure au prix des Domaines quand même, je tiens à le souligner, les Domaines l'avaient estimé en avril 2018, nous avons donc cette proposition de cession qui nous est proposée ce soir. Pour rappel, quand on confie à l'EPFL un portage immobilier, il y a forcément des frais que la Ville paie. C'était 2 900 € par an, depuis 2014, c'est-à-dire 2 % du prix de l'acquisition du bien, et cela allait passer en 2019 à 3 %, ce qui montait la facture à 4 315 € par an. Ainsi de décembre 2014 à mars 2019, nous aurons payé près de 13 000 € de frais de portage auxquels il faut rajouter 4 631 € d'impôts pour un bijou de famille, un bijou qui nous a coûté cher, mais qui va nous rapporter 120 000 € si la cession aboutit.

Lecture de la délibération par Ludovic RAILLARD.

T. FALCONNET – Merci, M. RAILLARD. Sur cette délibération, y a-t-il des demandes d'intervention ? M. FOUAD, vous avez la parole.

S. FOUAD - Merci, M. le Maire. M. le Maire, faute de budget d'investissement et pris dans une véritable impasse financière, il faut vendre afin de diminuer sur 2019 le recours à l'emprunt, positionné dans le budget primitif de 2019 à hauteur de 3 millions d'euros. Ce fonctionnement, court-termiste, est vraiment inquiétant pour les budgets à venir. Pour vendre, le projet mené depuis longtemps par différentes équipes municipales est abandonné. Projet autour d'un axe de centralité, une porte donnant sur la centralité depuis l'intersection des rues Guyot, Marsannay et Thibaut, et se voulant un moteur d'attractivité en direction du terminus du tramway, du Cèdre et des futures constructions. Projet d'habitations pertinent à cet endroit, avec entre 10 et 15 logement créés, sachant que cela aurait signifié de la rentrée fiscale à moyen terme, et que pour maintenir notre niveau de population, il nous faut construire entre 70 et 80 logements par an.

Ce projet portait également un axe autour de la sectorisation de ce carrefour. Vous avez abandonné purement et simplement ce projet et vous revendez à perte ces acquisitions. Illustrons cela simplement avec la maison dite Durraffour. Elle a été achetée 450 000 € et le prix de vente actuellement sur un site est de 360 000 €, soit moins 90 000 €. Les deux maisons sont vendues en lot commun pour 120 000 €, nous sommes inquiets sur le prix initial de l'acquisition de ces deux maisons et sur la rentabilité réelle de cette opération. Ajoutons à cela le coût du projet d'étude, aux environs de 20 000 €, confié à un cabinet, relativement à cinq poches foncières, dont celle-ci.

N'oubliez pas non plus l'abandon de la poche foncière Herriot avec Orvitis et Habitat Humanisme, ou encore le 15-17 rue Paul Bert, toujours avec Orvitis, abandonné, en vente comme la maison Durraffour sur ce site qui est en l'occurrence *Le Bon Coin*.

Ainsi, ce choix de vente impacte directement le contribuable, qui, au final, paie trois fois. D'abord le prix des acquisitions supporté par le contribuable, deuxièmement, le déficit entre l'achat et une vente à moindre prix toujours supporté par le contribuable, et dernier point, enfin, l'abandon du projet qui empêche l'évolution fiscale favorable à moyen terme, dont je parlais, puisqu'une famille viendra au lieu d'une dizaine, à minima.

C'est pourquoi notre groupe, « Avançons pour Chenôve », votera contre cette délibération.

T. FALCONNET – Rappelez-moi, M. FOUAD, il y a six mois, vous étiez dans quelle majorité ? Parce que ce projet-là, vous l'avez voté. C'était même M. MICHEL qui était responsable de ce dossier en tant que Premier adjoint, chargé de la politique foncière. Mais c'est vrai qu'en six mois, voilà, tout s'évapore. Alors, je vais vous faire une petite réponse là-dessus.

D'abord, pourquoi je vous rappelle l'histoire, six mois auparavant ? C'est que ce projet, ça a été un des premiers actes politiques de la majorité recomposée en 2015. Rappelez-vous. Parce que la maison Durraffour à 456 000 €, elle pèse lourd dans les finances communales. Et là, on n'est plus sur des bijoux de famille, on est sur une cassette de bijoux. Parce que si on prend Durraffour, les frais de portage de l'EPFL plus ce qu'on paie en impôts fonciers, puisque, vous l'avez compris, quand la Ville est propriétaire, elle paie des impôts fonciers, effectivement, ça grève les finances communales.

Alors, je suis très surpris de vous entendre défendre un projet que vous avez vous-même rejeté lorsque vous faisiez partie de cette majorité et lorsqu'à un moment donné nous avons entériné l'abandon de ce projet, non pas de 9 logements, non pas de 15 logements, mais de 40 logements à cet endroit-là par Orvitis, donc c'est faux ce que vous dites, c'est faux. C'était 40 logements qui étaient prévus. Parce que normalement, il y avait aussi le rachat de la maison de Mme COSTE, si vous avez l'historique de ce dossier. Parce que moi je l'ai, l'historique du dossier, et je n'ai pas perdu la mémoire en six mois et le projet d'achat de Mme COSTE c'était au bas mot 360 000 €. C'est-à-dire que vous aviez une charge foncière qui était de 456 000 € sur la maison Durraffour, 143 000 € sur la maison qui vous est proposée de vendre ce soir et 400 000 € sur la maison de Mme COSTE. C'est-à-dire que n'importe quel projet immobilier à cet endroit-là aurait dû densifier, faire du logement pour simplement absorber la charge foncière, mais cela vous ne pouvez pas le savoir parce que vous ne suivez pas vos dossiers.

Et pourtant, M. MICHEL, c'est vous qui avez diligenté l'étude Géo Studio Chouette Architecture sur cinq poches urbaines, c'est vrai. C'est vous qui avez fait des propositions, y compris sur ce tènement foncier, et qui connaissez parfaitement bien les facteurs contraignants du carrefour, de la ligne de feu et de la charge foncière trop importante qu'aurait constitué l'achat de ces différents tènements.

M. Dominique MICHEL semble réfuter.

T. FALCONNET – Si, si, ça vous le saviez et vous savez les raisons pour lesquelles on a abandonné. On a abandonné ce projet, ce projet dispendieux qui aurait pour le coup mené la ville dans l'impasse.

Et puis, un élément, j'entends bien ce que vous dites, M. FOUAD, sur les opérateurs qui se précipitaient pour aller là et construire du logement, mais M. MICHEL, lorsqu'il avait ce dossier en charge, il a trouvé zéro opérateur. On n'avait personne et par contre, on avait la charge foncière sur le dos. Donc vous mentez, une fois encore, vous mentez. Vous ne connaissez pas vos dossiers et vous énoncez toute une série de contre-vérité, et parce que vous les accumulez, vous faites croire que c'est la vérité, mais c'est faux ce que vous dites, c'est totalement faux. Vous êtes dans le mensonge depuis tout à l'heure. Maintenant que j'ai rétabli les choses, on va pouvoir voter.

Y a-t-il des votes contre ? Il n'y en n'a pas.

M. Dominique MICHEL tente de prendre la parole.

T. FALCONNET – J'ai mis aux voix. Y a-t-il des abstentions ? Y a-t-il des votes contre ? Non, non, M. MICHEL, c'est encore moi qui décide. Y a-t-il des votes contre ?

D. MICHEL – En plus du mensonge...

Suite des propos de M. Dominique MICHEL inaudible, le micro n'étant pas allumé.

T. FALCONNET – Alors y a-t-il des votes contre ? Y a-t-il des abstentions ? Donc, y a-t-il des votes pour ? Il faut lever la main. Donc trois votes contre, zéro abstention. Le vote est favorable.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A LA MAJORITE ces propositions par :

VOTES

26 POUR

3 CONTRE :

Mme M'PIAYI - M. MICHEL - M. FOUAD

18 - BILAN DES ACQUISITIONS ET CESSIONS RÉALISÉES SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE AU COURS DE L'ANNÉE 2018

Conformément aux dispositions de l'article L2241-1 du code général des collectivités territoriales, la gestion des biens et les opérations immobilières effectuées par la commune sur l'année 2018 donnent lieu à présentation d'un bilan des acquisitions et cessions réalisées.

Vu l'article L2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE UNIQUE : De prendre acte du bilan ci-annexé des opérations immobilières réalisées sur le territoire de la commune au cours de l'année 2018.

T. FALCONNET – Vous en avez la liste et il s'agit de prendre acte du bilan annexé. Est-ce qu'il y a des remarques sur ce point ? M. MICHEL, vous avez la parole.

D. MICHEL – Merci, M. le Maire. Alors, ce n'est pas parce que vous parlez fort que vous dites la vérité, et ce n'est pas parce que vous êtes historien que vous vous rappelez de tout, je pense.

Vous mentez puisque sur les poches foncières, avec Géo Studio, effectivement, il y avait cinq poches, il y avait 15 logements qui étaient prévus, il n'a jamais été dit que c'était abandonné, en tout cas pas du temps où j'étais Premier adjoint. Ensuite, vous avez peut-être abandonné le projet, mais je n'en suis certainement pas responsable, donc c'est le premier élément. Mais vous aimez bien travestir les choses, mais ça, c'est une spécialité.

T. FALCONNET – C'est faux.

D. MICHEL – Mais si, vous le savez. Le bilan des acquisitions foncières réalisées par la Ville montrent qu'une nouvelle fois l'impasse financière dans laquelle se trouve notre collectivité. Comment définir une bonne gestion financière ? Il y a plusieurs paramètres à prendre en compte : lors de l'achat, avoir une vision d'avenir pour définir les biens immobiliers qui seront nécessaires à la réalisation d'opérations d'intérêt général. Lors de la vente, tenir compte du contexte immobilier pour avoir un prix intéressant tout en faisant en sorte de ne pas céder un bien qui portera de lourds inconvénients préjudiciables à l'intérêt général. On pourrait se retrouver sur la définition que vous avez donnée, mais qui ne semble pas être une règle d'application chez vous.

Il montre l'acquisition de la maison située au 11 bis rue Armand Thibaut, où étaient installés auparavant les cardiologues, coût de cette acquisition : 246 334 €. Vous avez installé le service Accueil liberté, était-ce une priorité de l'installer à cet endroit ? N'avions-nous pas d'autres pistes plus adaptées et à mutualiser ? Par exemple, une réflexion autour de L@Boussole ou prendre d'autres paris et éviter ainsi une acquisition foncière lourde.

Autre acquisition, le parking du Clos du Roy situé 116 rue de Marsannay et 6 rue des Gallandiers vendus en novembre dernier pour la somme de 272 000 €, et dans les faits vendus à perte, puisque le coût d'acquisition est de 306 920 € auprès de l'EPFL soit une perte sèche de 34 920 € pour notre collectivité, donc supportée par les contribuables cheneveliers. Nous faisons partie des rares propriétaires fonciers qui réussissons l'exploit de vendre nos biens moins chers que nous ne les avons achetés alors que l'évolution du prix de l'immobilier augmente ou au pire est stable. Nous, on est à moins 11 % pour l'exemple du parking du Clos du Roy, alors qu'il est dans un des secteurs les plus attractifs de Chenôve. Pour rappel, cette maison et ce terrain ont été acquis par l'EPFL en 2011 à la demande de l'équipe municipale de l'époque. Nous nous interrogeons sur l'opportunité de ces ventes, sur

la dynamique de consultation et de concertation avec les habitants, sur la pression de précipitation liée à ces deux ventes. Si notre groupe prend acte de ce bilan, nous ne pouvons que regretter cette gestion.

T. FALCONNET – Y a-t-il d'autres demandes d'intervention sur ce bilan ? Mme M'PIAYI, vous avez la parole.

S. M'PIAYI – Merci. Alors moi, c'est vraiment une remarque sur la forme, je suis choquée depuis le début du Conseil municipal. Choquée par ce débat démocratique qui n'est pas un débat démocratique, puisque vous nous refusez la parole au bon gré de vos humeurs. M. le Maire, il va falloir apprendre à travailler avec une vraie opposition ! Merci.

T. FALCONNET – Mme M'PIAYI, vous avez la parole. Simplement, dans toutes les assemblées, lorsque les opérations de vote sont lancées, eh bien on ne revient pas sur les opérations de vote. C'est le cas à la Région, c'est le cas au Département, c'est le cas dans toutes les collectivités. À partir du moment où on a lancé les opérations de vote, ça veut dire que le débat est clos. Et jusqu'à preuve du contraire, c'est encore le Maire, ici, qui a la présidence de l'assemblée et la police de l'assemblée, donc c'est comme ça. Mais vous avez largement loisir de vous exprimer. Je sais que vous êtes dans l'opposition, rassurez-vous.

Y a-t-il d'autres demandes d'intervention ? Je n'en vois pas.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, PREND ACTE.

T. FALCONNET – Je vais vous donner tout de suite la parole puisque conformément à l'article 5 du règlement intérieur nous allons aborder la dernière question inscrite à l'ordre du jour de ce conseil municipal, il s'agit d'une question que nous a posé, que nous a adressé M. MICHEL au nom du groupe « Avançons pour Chenôve ». M. MICHEL vous avez la parole pour lire votre question, je donnerai ensuite la parole à Mme POPARD pour y répondre. M. MICHEL vous avez la parole.

D. MICHEL – Merci M. le Maire, puisqu'il s'agit bien d'une question orale et pas écrite.

M. le Maire depuis la reprise de l'auberge du Clos du Roy par M. SIMON, la situation ne cesse d'être compliquée.

- À l'époque vous aviez très mal vécu cette cession par M. POILLOT, d'une part car vous l'aviez rencontré régulièrement (dont une fois avec moi), dans le cadre d'un projet de vente de l'auberge et des alentours avec en balance le rachat, par la collectivité municipale, du restaurant le Clos du Roy situé dans le quartier des Grands Crus afin de proposer une salle des mariages pour nos concitoyens. M. POILLOT n'a pas donné suite malgré les efforts très conséquents une nouvelle fois de la municipalité pour que cette transaction se réalise.
D'autre part, non seulement M. POILLOT n'a pas donné suite mais il a vendu son fonds de commerce sans même avoir la courtoisie de vous prévenir. Ce sont vos mots de l'époque.
- Cette reprise faite par M. SIMON ne s'est pas accompagnée d'une rencontre immédiate avec vous, encore moins d'une rencontre avec le cédant et l'acquéreur ce que vous trouviez être la moindre des choses, surtout que la ville de Chenôve est propriétaire de l'immeuble et que la somme de 300 000 € avait été investie par la ville à la création de l'auberge. Cette reprise a été l'occasion pour M. SIMON de changer le nom de l'auberge devenue aujourd'hui Auberge du Vieux Pressoir sans aucune concertation avec les élus.
- La question du dialogue social au sein de cette entreprise a été rapidement source de problème pour laquelle vous avez été alerté. À juste titre, la gestion RH d'une entreprise privée n'est pas de votre compétence, les conséquences de ces tensions ne sont pas non plus à assumer par la collectivité.
- Le loyer proposé à M. POILLOT que vous aviez noté avec votre prédécesseur (7 200 € par an soit 600 € par mois, cf. votre intervention lors du conseil municipal du 18 décembre 2017) et la forte revalorisation du dit loyer (21 251,46 € HT, cf. délibération du conseil municipal du 18 décembre 2017) à la reprise par M. SIMON ont été un point que M. SIMON verse les loyers dus à la collectivité puisque ce monsieur n'avait pas réglé de loyer.

Vous aviez justifié cette augmentation : « la commune ne peut plus continuer à réclamer un loyer aussi bas, il s'agit d'une opération très coûteuse pour la ville. Non seulement les loyers ont été minorés pendant des années mais il faut aussi rappeler que la collectivité avait investi 300 000 € pour des travaux d'aménagement en 2010, au moment du rachat. Nous sommes en droit d'attendre un retour d'investissement. Et ce d'autant plus dans une période de contrainte budgétaire ».

- Après l'engagement de M. SIMON d'acheter une partie des bâtiments proches et complémentaires de l'auberge, vous avez suspendu la procédure contentieuse relative aux non-paiements des loyers, dans un objectif d'apaisement pour un règlement amiable du litige.

M. SIMON, dont les tensions sociales dans l'entreprise étaient notoires, est aujourd'hui mis

en justice au tribunal des prud'hommes par ses salariés, comme vous l'avez indiqué au conseil municipal précédent.

De fait M. SIMON, face aux risques d'indemnisation de ses salariés, risque de ne plus avoir le soutien de ses banques et renonce donc pour le moment à tenir ses engagements.

Premièrement, ce renoncement est-il réellement ponctuel ? Si oui, à quelle échéance pense-t-il acquérir la partie des bâtiments proches et complémentaires à l'auberge ?

Deuxièmement, s'il n'est pas d'usage ou e bon sens de proposer à quelqu'un qui ne paie pas ses loyers d'acquérir les bâtiments cela a malgré tout été fait. Or, cet engagement de M. SIMON suspendait la procédure contentieuse de recouvrement des loyers dus. Qu'en est-il aujourd'hui ? Il me semblerait équitable que M. SIMON respecte enfin un engagement et donc ne pouvant pas à ce jour acquérir les bâtiments, objets de l'accord avec la municipalité, qu'il verse le loyer courant et les indus.

Troisièmement, relativement au point précédent la procédure contentieuse est-elle relancée ?

Dans un contexte de raréfaction des recettes, il ne serait pas logique, ni moral que la collectivité, donc les habitants de Chenôve, supporte la mauvaise volonté initiale de M. SIMON à ne pas régler un loyer comme tout à chacun et qu'en plus la collectivité ait à supporter le conflit social de cette entreprise.

Quatrièmement, quel montant de loyer monsieur doit-il verser effectivement ? 7 200 € annuel ou 21851,46 € HT ? Si c'est 7 200 € il y a un véritable renoncement à la position initiale que vous portiez au nom de l'équipe municipale. Il y a donc une vraie perte financière et pas de retour sur investissement comme vous l'indiquez !!

Dans un contexte de raréfaction des recettes, force est de constater que vous n'avez pas réussi à gérer au mieux des intérêts de la ville puisque :

- le paiement du loyer n'a peut-être pas été repris à hauteur de la volonté municipale initiale de l'augmenter et donc il y a une perte certaine.
- La cession des bâtiments n'a pas lieu et nous ne savons pas dans quel délai cela se fera et si cela se fera, sachant que dans votre intervention lors du conseil municipal du 18 décembre 2017, vous avez refusé une proposition d'achat de l'ensemble des lots par un consortium bancaire qui avait prévu la création de dix logements...

Je ne peux que regretter ces choix hasardeux qui, aujourd'hui, donnent vraiment le sentiment d'une double peine pour le contribuable de notre commune sur les investissements initiaux que vous avez soutenu, sur l'absence de retour sur ses investissements et sur votre incapacité à vendre ces lots.

Merci.

T. FALCONNET – C'est une belle histoire que vous nous racontez-là. Mme POPARD, la réponse et je vous demande de l'écouter attentivement et ça n'appellera pas de débats à l'issue de la réponse. Je vous en prie, vous avez la parole.

B. POPARD – Merci, M. le Maire.

Votre question orale, M. MICHEL, reprend en grande partie celle que vous aviez déjà posée en décembre dernier, cette question étant parvenue hors délai, M. le Maire comme il s'y était engagé vous a répondu par écrit. Je vais donc vous faire lecture de la lettre que M. FALCONNET vous a adressée le 26 décembre 2018 et j'y apporterai quelques compléments

d'information afin, je l'espère, de couper court aux contre-vérités et autres insinuations malveillantes. Voici donc la réponse de M. le Maire.

Monsieur le conseiller municipal,

Le vendredi 14 décembre 2018, vous avez transmis à mon cabinet et à la direction générale des services de la ville de Chenôve une question écrite pour le Conseil municipal qui a eu lieu le lundi 17 décembre 2018.

Cette question ayant été transmise par courrier à 23 heures 50, ce vendredi 14 décembre, cet envoi ne respectait pas l'article 5 du règlement intérieur du Conseil municipal qui stipule : « Le texte des questions est adressé par écrit au Maire 48 heures (délai franc) au moins avant la séance du Conseil municipal ».

De ce fait, comme je vous l'ai indiqué, il ne m'a pas été possible de soumettre votre question au Conseil municipal. Je me suis cependant engagé à vous répondre par écrit.

Dans votre question, vous mêlez un certain nombre d'informations que j'ai effectivement données au Conseil municipal, à des allégations et supputations qui vous sont personnelles, concernant la situation d'une entreprise Chenevelière, à savoir l'auberge du Vieux Pressoir.

Vous comprendrez que je ne ferai, pour ma part, aucun commentaire sur l'affaire portée devant le tribunal des prud'hommes, ou sur les relations de M. SIMON avec « ses banques ».

Je me bornerai donc à répondre aux trois interrogations que vous formulez à la fin de votre question écrite :

- Oui, je vous confirme que M. SIMON nous a fait savoir que le « renoncement » à acquérir les bâtiments de l'auberge n'était que temporaire ;
- Oui, M. SIMON a repris le paiement de ses loyers à la ville de Chenôve, conformément au bail commercial du 29 octobre 2010 ;
- Non, il n'y a plus de « procédure contentieuse » en cours entre la ville de Chenôve et M. SIMON.

Espérant avoir répondu à vos interrogations et vous avoir rassuré sur le suivi rigoureux, par nos services et par moi-même, de ce dossier dans l'intérêt des finances de la Ville et de ses habitants.

Je vous prie de croire, Monsieur le conseiller municipal, à l'assurance de mes salutations distinguées.

Thierry FALCONNET

J'ajouterai à ces éléments de réponse, quelques précisions :

- Tout d'abord, le bail initialement signé en décembre 2010, entre M. ESMONIN et M. POILLOT, n'a jamais fait l'objet d'un vote en Conseil municipal. Ce genre d'acte - vous devriez le savoir M. MICHEL - relève d'une décision du Maire, mais pas d'un vote du Conseil municipal, comme le stipule l'article L2131-2.4ème du CGCT.
- Le bail prévoyait un loyer annuel fixé en fonction du chiffre d'affaire, avec un plancher de 12 000 € HT et un plafond, hors révision, de 21 000 € HT. Cependant, pour tenir compte des travaux réalisés par M. POILLOT à l'époque, M. ESMONIN avait consenti que le loyer soit réduit à 6 000 € HT durant les 4 premières années du bail. Cette réduction a été reconduite, par voie d'avenants successifs jusqu'en septembre 2016, date à laquelle le bail de l'auberge a été cédé à la SARL SIMON FS.

- A ce moment, la ville revient donc au loyer prévu dans le bail, c'est-à-dire tenant compte du chiffre d'affaire réel de l'exploitant.
C'est suite à cette décision que M. SIMON a contesté en 2017 le titre de recettes émis par la ville de Chenôve.
- S'en sont suivies des discussions entre les parties à l'issue desquelles elles avaient décidé de mettre un terme global aux différends qui les avaient opposé par un protocole transactionnel autorisé par délibération du Conseil municipal du 18 décembre 2017. Ce protocole prévoyait en particulier la vente des locaux dans lesquels s'exerçait l'activité de restauration en contrepartie du règlement des loyers conformément au bail commercial qui avait été conclu le 29 décembre 2010.

Dans l'attente de l'obtention par la société SIMON FS de l'emprunt propre à financer l'acquisition des locaux, la société SIMON a bien réglé le montant des loyers, révision annuelle comprise, ce sans aucune réfaction.

Il est donc faux de prétendre que M. SIMON n'a jamais payé ses loyers, la ville ayant, bien au contraire, mis en œuvre l'ensemble des démarches possibles pour obtenir les paiements dus.

- Cette affaire a donc été gérée au mieux des intérêts de la ville, tout en prenant en compte la situation d'une entreprise qui participe au rayonnement de Chenôve.
C'est pourquoi nous gardons le cap fixé dans le protocole transactionnel signé avec M. SIMON, plutôt que de vendre ce bien immobilier à un « consortium bancaire » comme vous le suggérez dans vos deux courriers.
- Pour conclure, j'espère que ces éléments de réponse très précis, permettront de clore une polémique fondée sur de fausses informations.
Il est regrettable que votre volonté de nuire à la majorité municipale, à laquelle vous n'appartenez plus aujourd'hui, vous amène à de tels coups bas qui portent surtout atteinte à des acteurs locaux, associations ou entreprises locales, qui participent au développement et au rayonnement de Chenôve et dont le travail est reconnu et estimé par nos concitoyens.

T. FALCONNET – Merci, Mme POPARD, pour cette réponse précise, argumentée et juridiquement fondée.

Mes chers collègues, je vous souhaite une très bonne soirée et je remercie au public nombreux d'être resté jusqu'au bout de ce conseil municipal. Bonne soirée à tous.

La séance est levée à 22 h 27.



Thierry Falconnet
Thierry FALCONNET